

Christian Dior

**Rapport financier semestriel
au 31 décembre 2014**

Sommaire

Commentaires sur l'activité et les comptes semestriels du groupe Christian Dior au 31 décembre 2014	3
Comptes semestriels consolidés résumés au 31 décembre 2014	15
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2014.....	52
Déclaration du Responsable du Rapport financier semestriel.....	53

Commentaires sur l'activité et les comptes semestriels du groupe Christian Dior au 31 décembre 2014.

1- Résultats consolidés

Ventes par groupe d'activités

<i>(en millions d'euros et en pourcentage)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ^(a) (12 mois)	31 déc. 2013 ^(a) (6 mois)
Christian Dior Couture	854	1 501	756
Vins et Spiritueux	2 296	4 055	2 378
Mode et Maroquinerie	5 798	10 202	5 172
Parfums et Cosmétiques	2 077	3 752	1 913
Montres et Joaillerie	1 516	2 688	1 422
Distribution sélective	5 152	9 087	4 705
Autres activités et éliminations	(220)	(418)	(221)
TOTAL	17 473	30 867	16 125

Résultat opérationnel courant par groupe d'activités

<i>(en millions d'euros et en pourcentage)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ^(a) (12 mois)	31 déc. 2013 ^(a) (6 mois)
Christian Dior Couture	120	192	108
Vins et Spiritueux	686	1 289	828
Mode et Maroquinerie	1 702	3 129	1 642
Parfums et Cosmétiques	211	418	214
Montres et Joaillerie	176	319	212
Distribution sélective	484	894	496
Autres activités et éliminations	(132)	(190)	(101)
TOTAL	3 247	6 051	3 399

(a) Les comptes de résultat aux 30 juin 2014 et 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats, rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013.

Ventes par zone géographique de destination

<i>(en pourcentage)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ^(a) (12 mois)	31 décembre 2013 ^(a) (6 mois)
France	11	11	11
Europe (hors France)	20	19	20
États-Unis	24	22	22
Japon	6	7	7
Asie (hors Japon)	27	30	29
Autres marchés	12	11	11
TOTAL	100	100	100

(a) Les comptes de résultat aux 30 juin 2014 et 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats, rétroactivement au 1^{er} juillet 2013.

Au 31 décembre 2014, le groupe Christian Dior enregistre des ventes consolidées de 17 473 millions d'euros.

Depuis le 1^{er} juillet 2013, le périmètre des activités consolidées a enregistré les évolutions suivantes : dans les Vins & Spiritueux, en avril 2014, le Groupe a acquis la totalité du Domaine du Clos du Lambrays (Grand cru de la côte de Nuits) ; dans la Mode et Maroquinerie, acquisition de 52 % du chasseur britannique Nicholas Kirkwood en septembre 2013 et de 80 % de Loro Piana le 5 décembre 2013 ; dans les autres Activités, acquisitions en juin 2013 de 80 % de la pâtisserie Cova basée à Milan et de l'Hôtel Saint Barth Isle de France en septembre 2013.

Par zone géographique de destination et par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014, on constate une baisse de 2 points du poids relatif de l'Asie (hors Japon) dans les ventes du Groupe et de 1 point du Japon pour s'établir respectivement à 27 % et 6 %. Le poids des Etats-Unis augmente de 2 points à 24 %. Le poids de la France et de l'Europe reste stable respectivement à 11 % et 20 % et celui des autres marchés augmente de 1 point à 12 %.

Par groupe d'activités et par rapport à l'exercice clos au 30 juin 2014, la répartition des ventes du Groupe n'évolue pas : les parts de Christian Dior Couture, Vins et Spiritueux, Mode et Maroquinerie, Parfums et Cosmétiques, et Distribution sélective restent stables, respectivement à 5 %, 13 %, 33 %, 12 %, 9 % et 29 %.

La marge brute du Groupe s'élève à 11 276 millions d'euros, en hausse de 6,5 % par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014. Le taux de marge brute sur les ventes s'élève à 65%, en baisse de 1 point par rapport au premier semestre 2013/2014.

Les charges commerciales s'élèvent à 6 713 millions d'euros, en hausse de 12 % par rapport au premier semestre 2013/2014. Cette augmentation correspond essentiellement au renforcement des investissements en communication des principales marques et au développement des réseaux de distribution. Néanmoins, le niveau de ces charges ne progresse que de 1 point en pourcentage des ventes et s'établit à 38 %.

Les charges administratives s'élèvent à 1 317 millions d'euros. Elles représentent 8 % des ventes, en hausse de 1 point par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 3 247 millions d'euros, en baisse de 4 % par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014. Le taux de marge opérationnelle sur ventes s'établit à 19 %.

Le montant des autres produits et charges opérationnels est une charge nette de 236 millions d'euros au 31 décembre 2014. Ce montant comprend principalement des amortissements et des dépréciations de marques et d'écarts d'acquisition, ainsi que des frais relatifs aux acquisitions réalisées au cours du semestre et aux réorganisations industrielles et commerciales décidées sur la période.

Le résultat opérationnel du Groupe s'élève à 3 011 millions d'euros, en baisse de 9 %.

Le résultat financier est positif de 2 969 millions d'euros ; il était négatif de 152 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2013/2014. Il est constitué du coût global de la dette financière nette qui s'élève à 91 millions d'euros ainsi que des autres produits et charges financiers, positifs de 3 060 millions d'euros, contre une charge de 81 millions d'euros au premier semestre 2013/2014. Ce résultat positif est essentiellement constitué de la plus-value de 3,2 milliards d'euros réalisée suite aux distributions en nature des titres Hermès.

Le résultat net du semestre s'élève à 4 385 millions d'euros, contre 2 161 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La part des intérêts minoritaires dans le résultat est de 2 681 millions d'euros. Il s'agit principalement des intérêts minoritaires dans les résultats de LVMH SA, de Moët Hennessy et de DFS.

Au 31 décembre 2014, le résultat net, part du Groupe s'élève à 1 704 millions d'euros.

2- Données par groupe d'activités

Par rapport à la même période de 2013, l'évolution des ventes des groupes d'activités est la suivante :

2.1. CHRISTIAN DIOR COUTURE

Christian Dior Couture enregistre sur la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014 des ventes de 854 millions d'euros, en hausse de 13 % à taux courants et de 11 % à taux constants. L'excellence du savoir-faire et le dynamisme de la Maison Dior se reflètent dans les succès de sa Maroquinerie, de ses collections de Prêt-à-porter, Accessoires et Joaillerie. Les ventes de détail générées par le réseau de boutiques augmentent de 15 % à taux courants. Toutes les régions participent à cette croissance soutenue. Le résultat opérationnel courant de Christian Dior Couture s'élève à 120 millions d'euros sur la période, en progression de 11 %.

2.2 VINS ET SPIRITUEUX

Les ventes du groupe d'activités Vins et Spiritueux sont en baisse de 3% en données publiées et à taux de change et périmètre comparables. La baisse significative des volumes en Chine n'a pas été compensée par les effets positifs de la politique soutenue de hausses de prix. La Chine reste toutefois le deuxième marché du groupe d'activités Vins et Spiritueux.

Faits marquants

Excellence et innovation, fermeté des prix, communication soutenue : dans un marché contrasté et marqué par une forte pression concurrentielle, le groupe Vins et Spiritueux maintient les axes de sa stratégie de valeur. Dans un contexte d'incertitudes persistantes en Europe, l'activité a tiré parti de la forte dynamique du marché américain. La demande soutenue pour nos marques sur les marchés et segments porteurs et la réactivité du réseau de distribution de Moët Hennessy permettent de compenser partiellement le ralentissement des ventes de cognac en Chine, dû au déstockage des distributeurs.

Les volumes de champagne sont en hausse de 4%. Reflétant la stratégie de valeur des Maisons, les cuvées de prestige enregistrent de solides progressions. **Moët & Chandon** renforce son image à travers le monde. La marque réalise une croissance significative aux États-Unis grâce à son plan d'investissements ciblant les villes clés. Elle confirme sa réussite au Japon, désormais son deuxième marché, tandis que des relais de croissance apparaissent en Afrique. **Dom Pérignon** déploie sa nouvelle gamme à travers le monde et bénéficie des bonnes performances de Dom Pérignon Rosé. **Mercier** affirme sa nouvelle identité et élargit son offre. **Ruinart**, toujours orienté sur les cuvées premium, renforce encore ses positions en France et accélère son développement à l'international, notamment dans ses nouveaux marchés. **Veuve Clicquot** connaît un bon semestre avec une croissance soutenue, un positionnement prix élevé, un mix produits amélioré. Constantement portée par l'innovation, la marque renforce son leadership aux États-Unis, maintient une forte dynamique en Asie-Pacifique et progresse solidement au Royaume-Uni. **Krug** développe sa notoriété et s'appuie sur la musique comme nouveau territoire de communication. Outre d'excellentes performances enregistrées au Japon et en Asie-Pacifique, une dynamique très positive s'installe aux États-Unis.

Au sein d'**Estates & Wines**, la marque **Chandon** renforce ses positions sur ses marchés domestiques et engage avec succès son ouverture à l'exportation. Les domaines établis récemment, Chandon India et Chandon China dans la province chinoise du Ningxia, progressent de façon prometteuse. Une baisse de l'activité des vins d'exception a pesé sur le résultat du segment des Vins.

Face au contexte de déstockage de la distribution en Chine, **Hennessy** s'appuie sur sa présence mondiale et l'étendue de son portefeuille. La Maison enregistre une hausse de 5% de ses volumes grâce au vif succès du cognac *Hennessy Very Special* sur ses marchés historiques et sur tous les pays relais de croissance. Aux États-Unis, son dynamisme s'accroît encore avec le soutien de la plate-forme de communication dédiée à *Very Special*, qui bénéficie à l'ensemble de la gamme. La marque se renforce en Europe de l'Est ainsi qu'à Taïwan, en Malaisie et au Vietnam. Des pays prometteurs comme l'Inde ou les Philippines connaissent un développement rapide et Hennessy enregistre une croissance continue dans les circuits du travel retail.

Les whiskies **Glenmorangie** et **Ardbeg** et la vodka **Belvedere** poursuivent leur croissance, soutenue par leur politique d'innovation, leur notoriété grandissante et de nombreuses récompenses à l'échelon international.

2.3. MODE ET MAROQUINERIE

Les ventes du groupe d'activités Mode et Maroquinerie sont en hausse de 3 % à taux de change et périmètre comparables et de 12% en données publiées. La performance de ce groupe d'activités bénéficie toujours de la solide performance de Louis Vuitton. Céline, Kenzo, Givenchy et Berluti confirment leur potentiel et réalisent sur la période des croissances à deux chiffres.

Faits marquants

Louis Vuitton a placé le semestre écoulé sous le signe d'une forte dynamique créative. Deux temps forts au cours de la période : le défilé à la Fondation Louis Vuitton qui vient d'ouvrir ses portes et la célébration du *Monogram* avec le concours de six grands créateurs qui revisitent l'icône de la Maison, donnant naissance à une édition limitée (« Celebrating Monogram »). Aux côtés du *Capucines*, toujours plébiscité par la clientèle, d'autres modèles, comme les nouveaux *Lockit* et *Montaigne*, sont très demandés. Les pièces de maroquinerie créées pour les défilés reçoivent aussi un formidable accueil. Louis Vuitton poursuit le développement qualitatif de son réseau de magasins, une démarche illustrée notamment par la réouverture du magasin de l'avenue Montaigne à Paris.

À l'issue de sa première année au sein du Groupe, **Loro Piana** accomplit de belles performances. Forte de la rareté et du caractère précieux de ses matières naturelles, portée par son offre de vêtements, souliers et accessoires dédiés à une clientèle exigeante et fidèle, la Maison bénéficie aussi de ses ouvertures de boutiques au Japon, aux États-Unis et à Paris. La collection *Gift of Kings* réalisée dans la laine la plus fine au monde, nouvelle illustration d'un savoir-faire inégalé, reçoit un excellent accueil à l'occasion de son lancement.

Fendi continue d'améliorer son réseau de distribution pour mettre en valeur son offre de produits de très haute qualité et réalise des avancées sur tous ses marchés. La croissance de la maroquinerie est portée par les lignes iconiques. La fourrure bénéficie d'une visibilité accrue en magasin. Une exposition des plus belles pièces créées depuis 1965 a été présentée à Hong Kong.

Céline poursuit sa progression soutenue. Maroquinerie, souliers et prêt-à-porter connaissent un développement particulièrement remarquable.

Givenchy, Kenzo, Berluti accélèrent leur progression, confirmant le succès de leurs stratégies. Les avancées de Givenchy sont particulièrement rapides en Europe, aux États-Unis et en Asie. Kenzo renforce son image autour d'un positionnement unique alliant créativité et fonctionnalité. Berluti achève le déploiement de son nouveau concept de boutiques. Les autres Maisons continuent de consolider leur organisation. Pour **Loewe**, ce semestre est marqué par le bon accueil du premier défilé féminin de son nouveau Directeur artistique, Jonathan Anderson, qui rejoint le jury du Prix LVMH pour les jeunes créateurs de mode. En phase de renforcement créatif, **Donna Karan** et **Marc Jacobs** investissent sélectivement : Marc Jacobs se concentre sur ses catégories clés de produits et Donna Karan sur le développement des collections emblématiques de son identité new-yorkaise. **Thomas Pink**, en pointe dans le domaine des ventes en ligne, continue de perfectionner son site. **Pucci** ouvre son nouveau magasin à Milan.

2.4. PARFUMS ET COSMÉTIQUES

Les ventes des Parfums et Cosmétiques sont en hausse de 8% à taux de change et périmètre comparables et de 9% en données publiées. Cette performance confirme l'efficacité de la stratégie de valeur fermement maintenue par les marques du Groupe face aux tensions concurrentielles. Le groupe d'activités Parfums et Cosmétiques a sensiblement augmenté son chiffre d'affaires aux États-Unis et en Asie.

Faits marquants

Les Maisons du groupe d'activités continuent de gagner des parts de marché au sein d'un secteur très concurrentiel. Les trois axes, parfums, maquillage et soin, sont en croissance. L'image des marques, l'excellence et la créativité des produits, l'attention portée à leur distribution et les investissements publicitaires soutenus sont les vecteurs de cette performance.

Parfums Christian Dior progresse et augmente ses parts de marché dans tous les pays clés. La dynamique des parfums continue avec le développement de ses trois piliers : *J'adore* poursuit sa conquête de leadership mondial grâce au succès du chapitre ouvert par la nouvelle communication mettant en scène Charlize Theron ; *Miss Dior* bénéficie du déploiement de sa version *Blooming Bouquet* ; *Dior Homme* maintient une progression forte et conquiert de nouveaux marchés comme la Chine et les États-Unis. L'arrivée de Peter Philips en qualité de Directeur de la création du maquillage a insufflé un élan majeur aux collections en renforçant leur créativité et leurs liens avec la Maison de Couture. À noter des lancements très innovants dans le domaine du teint et du rouge à lèvres. Dior consolide son leadership du maquillage et connaît en Asie une croissance très forte. Le soin poursuit sa croissance, notamment en Asie, sa zone prioritaire. *Capture Totale* renforce ses positions grâce au succès mondial de *Dreamskin*.

Guerlain réalise un bon premier semestre avec une croissance profitable et gagne des parts de marché en France et en Chine, deux pays stratégiques. Le parfum *La Petite Robe Noire* est désormais solidement installé, tandis que le lancement remarqué de *L'Homme Idéal* lui permet de se hisser en bonne place dans les principaux marchés. La gamme de maquillage *KissKiss* et les soins *Orchidée Impériale* et *Abeille Royale* se renforcent notablement. Le nouveau site de production dédié au maquillage et soin, baptisé La Ruche en hommage à l'abeille emblème de la Maison, est inauguré à Chartres et inscrit

Christian Dior

dans la durée l'engagement de Guerlain pour l'excellence, l'innovation et la pérennité des savoir-faire au cœur de la « Cosmetic Valley ».

Les ventes de **Parfums Givenchy** sont soutenues par le déploiement du parfum *Gentlemen Only* et le lancement de *Dablia Divin*, incarné par son égérie Alicia Keys. La ligne de cosmétiques est en forte progression. **Kenzo Parfums** bénéficie du succès de son nouvel opus *Jeu d'Amour* tout en consolidant les positions de son pilier historique *Flower*. **Benefit** confirme sa dynamique et se classe numéro 1 du maquillage au Royaume-Uni. Le succès considérable de son eyeliner *They're Real!* et le lancement d'un nouveau concept de Bar à sourcils ont marqué le semestre. La marque continue par ailleurs d'illustrer son expertise et sa démarche innovante dans le domaine digital. Pour son 30e anniversaire, **Make Up For Ever** continue de gagner des parts de marché dans toutes les régions, soutenu par le développement de ses gammes phares *Aqua*, *Artist* et *High Definition*. **Fresh** s'appuie sur le succès mondial de sa ligne *Black Tea* et sur le déploiement de ses nouvelles gammes à base de lotus et de pivoine.

2.5. MONTRES ET JOAILLERIE

Les ventes du groupe d'activités Montres et Joaillerie sont en hausse de 5% à taux de change et périmètre comparables et de 7% en données publiées. L'environnement économique incertain et le marché fortement concurrentiel ont provoqué un ralentissement des achats des détaillants horlogers multimarques. Le Japon constitue, pour l'ensemble des marques, la région la plus dynamique.

Faits marquants

Au second semestre 2014, tandis que les ventes de joaillerie font preuve d'une remarquable dynamique, l'activité des montres est ralentie par la prudence d'achat des détaillants horlogers multimarques dans un contexte d'incertitudes économiques persistantes. La créativité des produits, la maîtrise des savoir-faire et l'efficacité accrue de la distribution soutiennent l'activité des marques du groupe d'activités et servent leurs objectifs de gains de parts de marché : les boutiques en propre réalisent de bonnes performances tant en joaillerie qu'en horlogerie. Tout en maintenant une gestion prudente, les Maisons continuent à renforcer leur image et à investir sélectivement dans leur réseau de distribution et leurs capacités de fabrication.

Bulgari poursuit une forte croissance, avec une performance particulièrement remarquable en joaillerie et au sein de ses propres magasins. La joaillerie est portée par le succès des lignes iconiques *Bulgari-Bulgari*, *B Zero 1* et *Serpenti* et l'extension de la récente collection *Diva*. Le segment des montres, où Bulgari gagne des parts de marché, a vu le lancement de nouvelles déclinaisons du modèle masculin *Octo* et des lignes féminines très prometteuses, *Lucea* et *Diva*, vainqueur du Grand Prix d'Horlogerie de Genève. Le savoir-faire de la Maison en Haute Joaillerie et sa maîtrise inégalée de la combinaison des pierres de couleur sont mis en valeur à l'occasion de plusieurs expositions à travers le monde. La dynamique du réseau de boutiques est amplifiée par le déploiement d'un ambitieux programme d'embellissement et par des ouvertures sélectives.

TAG Heuer se recentre sur l'offre de son cœur de gamme et adapte son organisation à cette stratégie. De nombreuses nouveautés viennent enrichir ses lignes iconiques *Formula 1 Automatic*, *Aquaracer Lady* ou *Carrera*. Ces créations, alliées à une communication dynamique en direction des publics cibles, permettent d'affirmer le positionnement de la marque et visent à augmenter ses perspectives de gain de parts de marché. Le dispositif industriel est revu dans un souci d'optimisation et d'amélioration de la performance des sites. La Maison met aussi l'accent sur l'efficacité de ses filiales de distribution. L'activité des magasins en propre est soutenue.

Hublot poursuit sa forte croissance, nourrie particulièrement par la ligne *Classic Fusion* qui se développe rapidement à côté de l'emblématique *Big Bang*. La marque continue d'affirmer sa créativité et sa stratégie de montée en gamme via la conception de modèles de Haute Horlogerie et de joaillerie féminine. Le succès de la montre *LaFerrari* est l'un des faits marquants de la période. Hublot démontre sa maîtrise industrielle avec ses chronographes de manufacture UNICO et ses complications à forte valeur ajoutée.

Zenith continue à développer ses collections, en particulier l'emblématique *El Primero* dont la communication est renforcée avec le partenariat conclu avec les Rolling Stones. Une nouvelle boutique a été ouverte à Singapour.

Chaumet poursuit sa progression dans son réseau de boutiques en propre avec un succès particulier en Haute Joaillerie. La collection *Hortensia* s'enrichit de nouvelles déclinaisons. Les **Montres Dior** et les joailliers **De Beers** et **Fred** présentent de nouvelles créations et renforcent leurs lignes iconiques.

2.6. DISTRIBUTION SELECTIVE

La croissance des ventes des activités de Distribution sélective est de 10% en données publiées et de 8 % à taux de change et périmètre comparables. La performance est tirée à la fois par Sephora dont les ventes progressent sensiblement dans toutes les régions du monde et, dans une moindre mesure, par DFS qui réalise une bonne progression grâce au développement des aéroports nord-américains rénovés fin 2013.

Faits marquants

Au cours de cette période, face à une situation particulièrement complexe en Asie, liée notamment à l'évolution des devises et aux événements politiques dans la région, **DFS** s'est concentré sur ce qui fait sa force : l'excellence et

l'innovation dans l'offre et les services proposés aux voyageurs internationaux. La conversion des magasins de centre-ville à sa nouvelle marque *T Galleria* se poursuit, tandis que les concessions d'aéroport récemment rénovées de Hong Kong et d'Amérique du Nord réalisent de fortes performances. Le nouveau programme de fidélisation «Loyal T» entame avec succès son déploiement mondial. Des travaux sont engagés pour la concession des vins et spiritueux renouvelée à l'aéroport de Changi à Singapour. L'annonce du projet d'ouverture du premier magasin européen de DFS dans le Fondaco dei Tedeschi, au cœur de Venise, constitue l'un des temps forts de la période. Ce bâtiment historique, auquel DFS veut redonner son lustre, sera un lieu de commerce et de culture à la fois pour les Vénitiens et les voyageurs. Un cadre idéal pour déployer le savoir-faire des équipes de DFS, un nouveau jalon de son expansion au sein des destinations les plus recherchées à travers le monde.

La croissance de **Starboard Cruise Services** s'appuie sur le développement et la bonne dynamique des itinéraires de croisière en Asie. Maintenant sa stratégie d'innovation et de différenciation de ses offres en fonction des lignes de croisière, la Maison a signé de nombreux contrats nouveaux avec différentes compagnies, portant la flotte où elle opère à une centaine de navires à la fin du semestre.

Sephora gagne des parts de marché partout dans le monde et continue d'enregistrer une croissance à deux chiffres de ses ventes, avec des performances particulièrement remarquables en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie. Au cours de la période, l'enseigne a ouvert plus de soixante magasins et inauguré sa présence en Indonésie et en Australie. Plusieurs magasins phares, comme ceux des Champs-Élysées et de Dubai Mall, ont été rénovés pour offrir à leur clientèle une expérience toujours plus qualitative. Les ventes en ligne sont en forte croissance, avec une offre mobile novatrice, conçue dans le cadre d'une véritable stratégie multicanale. Le nouveau concept de shopping sur les réseaux sociaux, le Beauty Board, permet de partager conseils et photos autour de la beauté et affiche des liens directs avec le site de l'enseigne. L'offre se veut toujours plus innovante et unique. Le succès de la marque Sephora se poursuit avec le lancement de la gamme de rouges à lèvres *Rouge Infusion*. Sephora s'attache à entretenir une relation unique avec sa clientèle en développant des programmes de fidélité très attractifs et des services que l'on ne trouve nulle part ailleurs. L'engagement des équipes est soutenu par un effort de formation toujours renouvelé afin que l'accueil et le conseil soient en permanence au meilleur niveau.

Le Bon Marché bénéficie de l'ouverture de son nouvel espace Maison, dédié à l'art de vivre et de recevoir, et d'une nouvelle dynamique commerciale insufflée à La Grande Épicerie de Paris grâce à sa rénovation. L'activité est aussi portée par le secteur de la Mode Femme, la Beauté et les Accessoires de luxe, notamment l'horlogerie et la joaillerie. Le Bon Marché continue par ailleurs d'illustrer sa vocation culturelle avec l'exposition « Le Japon Rive Gauche » organisée à l'automne. La clientèle étrangère, de plus en plus séduite par l'esprit du Bon Marché, apporte aussi une contribution significative au développement de son activité.

Commentaires sur les notions de périmètre et taux de change constants

Les effets de l'évolution des parités monétaires sont déterminés par conversion des comptes de la période des filiales ayant une monnaie fonctionnelle autre que l'euro aux taux de change de la période comparable précédente à l'exclusion de tout autre retraitement.

Les effets des variations de périmètre sont déterminés en déduisant :

- pour les acquisitions du semestre, les ventes réalisées durant le semestre par les entités acquises, à compter de leur entrée en consolidation ;
- pour les acquisitions de la période comparable précédente, les ventes du semestre réalisées au cours des mois durant lesquels les entités acquises n'étaient pas consolidées lors de la période comparable précédente.

Et en ajoutant :

- pour les cessions du semestre, les ventes de la période comparable précédente réalisées au cours des mois durant lesquels les entités cédées ne sont plus consolidées durant le semestre ;
- pour les cessions de la période comparable précédente, les ventes réalisées durant la période comparable précédente par les entités cédées.

3- Commentaires sur le bilan consolidé

<i>(en milliards d'euros)</i>	31 décembre 2014	30 juin 2014 ^(a)	Variation
Immobilisations corporelles et incorporelles	36,2	35,5	+ 0,7
Autres actifs non courants	3,2	9,3	- 6,1
Actifs non courants	39,4	44,8	- 5,4
Stocks	9,8	9,6	+ 0,2
Autres actifs courants	9,0	6,7	+ 2,3
Actifs courants	18,8	16,3	+ 2,5
ACTIF	58,2	61,1	- 2,9

<i>(en milliards d'euros)</i>	31 décembre 2014	30 juin 2014 ^(a)	Variation
Capitaux propres	24,7	30,3	- 5,6
Dette financière à plus d'un an	6,3	4,4	+ 1,9
Autres passifs non courants	14,1	13,3	+ 0,8
Capitaux permanents	45,1	48,0	- 2,9
Dette financière à moins d'un an	4,7	6,4	- 1,7
Autres passifs courants	8,4	6,7	+ 1,7
Passifs courants	13,1	13,1	0,0
PASSIF	58,2	61,1	- 2,9

^(a) Le bilan au 30 juin 2014 a été retraité des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats, rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels.

Le total du bilan consolidé du groupe Christian Dior à fin 2014 s'élève à 58,2 milliards d'euros, en diminution de 5 % par rapport au 30 juin 2014. Les actifs non courants, en baisse de 5,4 milliards d'euros, représentent 68 % du total du bilan, contre 73 % au 30 juin 2014.

Les immobilisations corporelles et incorporelles progressent de 0,7 milliard d'euros. Les investissements du semestre, nets des dotations aux amortissements et des cessions, représentent une augmentation de 0,4 milliard d'euros ; ils sont commentés dans le cadre des analyses de variations de trésorerie. L'évolution des parités monétaires entraîne une hausse additionnelle de 0,6 milliard d'euros de la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles. Le montant des écarts d'acquisition nets est en baisse de 0,2 milliard d'euros sur le semestre.

La forte réduction des autres actifs non courants de 6,1 milliards d'euros résulte des distributions en nature des actions Hermès aux actionnaires de LVMH et de Christian Dior (voir Note 8 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels pour les détails de cette transaction). A la clôture, la participation résiduelle dans Hermès, après déduction des titres distribués aux actionnaires début janvier 2015, représente un montant de 0,1 milliard d'euros. Elle correspond à des actions non distribuées du fait de l'existence de droits formant rompus. Cette participation sera cédée courant 2015, conformément aux termes du protocole transactionnel conclu avec Hermès.

Les stocks progressent de 0,2 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2014. Leur évolution est commentée dans le cadre des analyses de variations de trésorerie.

Les autres actifs courants sont en hausse de 2,3 milliards d'euros, s'expliquant principalement par la hausse de 1,7 milliard d'euros du niveau de la trésorerie et celle de 0,3 milliard d'euros des créances clients.

Les passifs non courants, à 14,1 milliards d'euros, augmentent de 0,8 milliard d'euros sous l'effet, principalement, de la progression des provisions pour risques et charges à hauteur de 0,5 milliard d'euros.

Les autres passifs courants augmentent de 1,7 milliard d'euros sur le semestre, à 8,4 milliards d'euros, dont principalement 0,6 milliard d'euros lié à la hausse des dettes envers les fournisseurs, 0,6 milliard d'euros à la progression des dettes fiscales et sociales, et 0,2 milliard lié à la progression de la valeur de marché des instruments dérivés.

Dettes financières nettes et capitaux propres

<i>(en milliards d'euros)</i>	31 décembre 2014	30 juin 2014	Variation
Dettes financières à plus d'un an	6,3	4,4	+ 1,9
Dettes financières à moins d'un an et instruments dérivés	4,6	6,4	- 1,8
Dettes financières brutes après effet des instruments dérivés	10,9	10,8	+ 0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie, et placements financiers	4,6	2,9	+ 1,7
Dettes financières nettes	6,3	7,9	- 1,6
Capitaux propres	24,7	30,3	- 5,6
Ratio dettes financières nettes / capitaux propres	25,6 %	26,1 %	- 0,5 pt

Le ratio dettes financières nettes sur capitaux propres, de 25,6 % au 31 décembre 2014, diminue de 0,5 point par rapport au 30 juin 2014, sous l'effet de deux facteurs : l'effet de la baisse de la dette nette résultant de la forte progression de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et placements financiers l'emporte sur celui de la réduction des capitaux propres du fait des distributions en nature des titres Hermès.

Le total des capitaux propres s'établit à 24,7 milliards d'euros à fin 2014, en baisse de 5,6 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2014. Cette variation reflète en premier lieu les effets des distributions exceptionnelles en nature de titres Hermès International, à hauteur de 7,0 milliards d'euros (voir Note 8 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels concernant les détails de cette transaction). Elle a été partiellement compensée par les résultats semestriels du Groupe (hors effets de la transaction Hermès sur le résultat) qui, nets des dividendes distribués en numéraire, apportent une progression de 1,0 milliard d'euros. S'y ajoute l'effet de l'évolution des parités monétaires sur les réserves des entités en devises, principalement en dollar US et Hong Kong dollar, positif de 0,5 milliard d'euros.

Au 31 décembre 2014, le total des capitaux propres représente 42 % du total du bilan, contre 50 % au 30 juin 2014.

La dette financière brute après effet des instruments dérivés s'élève à fin 2014 à 10,9 milliards d'euros, en augmentation de 0,1 milliard par rapport au 30 juin 2014.

Les émissions et souscriptions d'emprunts se sont élevées à 2,4 milliards d'euros sur la période. Durant ce semestre, LVMH SE a procédé à quatre émissions obligataires, qui ont représenté un financement total de 1,7 milliard d'euros. Le solde de 0,7 milliard d'euros correspond à la souscription de dettes bancaires par les sociétés du Groupe.

A l'inverse, les remboursements de dette financière se sont élevés à 2,2 milliards d'euros. En particulier, l'encours de billets de trésorerie de LVMH a diminué de 0,8 milliard d'euros sur le semestre et Christian Dior a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de 0,4 milliard d'euros.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, et les placements financiers s'élèvent en fin d'exercice à 4,6 milliards d'euros, supérieurs de 1,7 milliard d'euros aux 2,9 milliards atteints au 30 juin 2014.

Au 31 décembre 2014, le montant disponible de lignes de crédit confirmées non tirées est de 4,9 milliards d'euros, et couvre largement le programme de billets de trésorerie, dont l'encours atteint 2,0 milliards d'euros.

4- Commentaires sur la variation de la trésorerie consolidée

Le tableau de variation de la trésorerie consolidée, présenté dans les comptes consolidés, détaille les principaux flux financiers des périodes présentées.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾ (6 mois)	Variation
Capacité d'autofinancement générée par l'activité	4 106	4 210	(104)
Coût de la dette financière nette : intérêts payés	(85)	(74)	(11)
Impôts payés	(742)	(908)	166
Capacité d'autofinancement après intérêts financiers et impôt	3 279	3 228	51
Variation du besoin en fonds de roulement	540	338	202
Investissements d'exploitation	(1 014)	(1 007)	(7)
Cash-flow disponible	2 805	2 559	246
Investissements financiers	(153)	(2 151)	1 998
Opérations en capital	(886)	(1 012)	126
Variation de la trésorerie avant opérations de financement	1 766	(604)	2 370

⁽¹⁾ Après modification de la présentation des dividendes reçus et de l'impôt payé à partir de 2014.

⁽²⁾ Les états financiers au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats, rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013.

La capacité d'autofinancement générée par l'activité s'élève à 4 106 millions d'euros sur la période, en baisse de 2 % par rapport aux 4 210 millions d'euros enregistrés sur le premier semestre de l'exercice 2013/2014. Après paiement des intérêts financiers et de l'impôt, la capacité d'autofinancement atteint 3 279 millions d'euros, en progression de 2 % par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014.

Les intérêts payés s'élèvent à 85 millions d'euros sur la période, en légère hausse par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014. L'effet de la progression de l'encours moyen de la dette par rapport au 31 décembre 2013 a été partiellement compensé par les effets combinés de la baisse des taux des emprunts et d'une meilleure rémunération de la trésorerie disponible.

Les impôts payés liés à l'exploitation atteignent 742 millions d'euros sur la période, contre 908 millions d'euros au premier semestre 2013/2014.

La variation du besoin en fonds de roulement génère une ressource de trésorerie de 540 millions d'euros. Si la variation des stocks, principalement dans le Champagne, la Mode et Maroquinerie et chez Sephora, ainsi que la variation des créances clients, essentiellement dans les Vins et Spiritueux et les Parfums et Cosmétiques, génèrent des besoins de trésorerie s'élevant à 54 et 303 millions, la hausse des postes fournisseurs ainsi que des autres créances et dettes génèrent respectivement des ressources de 512 et 385 millions d'euros. Ces variations reflètent la saisonnalité des activités du Groupe dans le cadre de la spécificité des modes de distribution des différents groupes d'activités.

Les investissements d'exploitation, nets des cessions, représentent sur le semestre un débours de trésorerie de 1 014 millions d'euros. Ils sont constitués principalement des investissements de Louis Vuitton, Christian Dior Couture, Sephora, DFS, Bulgari et Berluti dans leurs réseaux de distribution, ceux de Parfums Christian Dior dans de nouveaux comptoirs, ainsi que ceux des marques de champagne dans leur outil de production et les effets des investissements immobiliers affectés à l'exploitation administrative, commerciale ou locative.

Ainsi, la variation de la trésorerie issue des opérations et des investissements d'exploitation (cash-flow disponible) progresse de 10 % et atteint 2 805 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice 2014/2015 contre 2 559 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Sur le semestre, 153 millions d'euros ont été consacrés aux investissements financiers et acquisitions de titres consolidés. Au sein de ceux-ci, les impôts payés liés aux investissements financiers représentent un décaissement de 237 millions d'euros et sont principalement liés aux opérations de distributions de titres Hermès. Les acquisitions de titres consolidés représentent un débours de trésorerie de 28 millions d'euros. Les cessions nettes d'investissements financiers s'élèvent à 112 millions d'euros et incluent notamment la cession de la participation de LVMH dans ST Lonia.

La variation de la trésorerie issue des opérations en capital représente un débours de 886 millions d'euros. Ce montant correspond à hauteur de 834 millions d'euros aux dividendes versés, dont 340 millions d'euros au titre du solde du dividende en numéraire versé par Christian Dior, le reste étant constitué des dividendes versés aux minoritaires du

Groupe. Les impôts payés relatifs aux dividendes versés représentent 50 millions d'euros sur la période. Les levées d'options d'achat d'actions Christian Dior, nettes des achats, ont généré une ressource de 10 millions d'euros. Les augmentations de capital souscrites par les minoritaires des filiales consolidées ont apporté 4 millions d'euros de trésorerie, tandis que les acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires, y compris les levées d'options de souscription LVMH et les acquisitions d'actions LVMH, se sont traduites par un décaissement net de 16 millions d'euros sur la période.

Après toutes les opérations d'exploitation, d'investissement et en capital, la variation de la trésorerie s'est ainsi élevée à 1 766 millions d'euros. Au 31 décembre 2013, le besoin en trésorerie était de 604 millions d'euros. Il incluait l'acquisition de 80 % de Loro Piana pour un montant de 1 982 millions d'euros.

L'apport de trésorerie au titre des opérations de financement s'est élevé à 60 millions d'euros et l'effet des variations des écarts de conversion a été positif de 17 millions d'euros. Le niveau de trésorerie en fin de période est en hausse de 1 843 millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice 2013/2014.

Comptes semestriels consolidés résumés

au 31 décembre 2014

Chiffres clés

Principales données consolidées

<i>(en millions d'euros et en pourcentage)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ^{(1) (2)} (6 mois)
Ventes	17 473	30 867	16 125
Résultat opérationnel courant	3 247	6 051	3 399
Résultat net	4 385 ^(a)	3 892	2 161
Résultat net, part du Groupe	1 704	1 425	794
Capacité d'autofinancement générée par l'activité ^(b)	4 106	7 472	4 210
Investissements d'exploitation issus de la variation de trésorerie	1 014	1 953	1 007
Cash-flow disponible ^(c)	2 805	2 537	2 559
Capitaux propres ^(d)	24 662	30 337	29 409
Dette financière nette ^(e)	6 318	7 920	6 862
Ratio Dette financière nette / Capitaux propres	26%	26%	23%

(a) Dont 2 621 millions d'euros résultant des distributions des titres Hermès.

(b) Avant paiement de l'impôt et des frais financiers.

(c) Variation de la trésorerie issue des opérations et investissements d'exploitation.

(d) Y compris intérêts minoritaires.

(e) La dette financière nette exclut les engagements d'achat de titres de minoritaires, classés en « Autres passifs non courants ». Voir analyse en Note 20 de l'annexe aux comptes consolidés résumés.

Données par action

<i>(en euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 (6 mois)
Résultats consolidés par action			
Résultat net, part du Groupe	9,53 ^(h)	7,97	4,45
Résultat net, part du Groupe après dilution	9,44 ^(h)	7,90	4,41
Dividende en numéraire par action			
Acompte décidé en numéraire	1,25	1,20	1,20
Solde décidé en numéraire	-	1,90	-
Montant brut global décidé au titre de la période ^{(f) (g)}	1,25	3,10	1,20

(f) Pour l'exercice 2014/2015, montant approuvé par le Conseil d'administration le 12 février 2015 et versement le 23 avril 2015.

(g) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

(h) Dont 6,07 euros par action avant dilution (6,01 euros par action après dilution) résultant des distributions des titres Hermès.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats, rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf résultats par action)</i>	<i>Notes</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Ventes	23	17 473	30 867	16 125
Coût des ventes		(6 197)	(10 558)	(5 535)
Marge brute		11 276	20 309	10 590
Charges commerciales		(6 713)	(11 884)	(5 990)
Charges administratives		(1 317)	(2 365)	(1 189)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	7	1	(9)	(12)
Résultat opérationnel courant	23-24	3 247	6 051	3 399
Autres produits et charges opérationnels	25	(236)	(153)	(90)
Résultat opérationnel		3 011	5 898	3 309
Coût de la dette financière nette		(91)	(148)	(71)
Autres produits et charges financiers		3 060	(83)	(81)
Résultat financier	26	2 969	(231)	(152)
Impôts sur les bénéfices	27	(1 595)	(1 775)	(996)
Résultat net avant part des minoritaires		4 385	3 892	2 161
Part des minoritaires	17	2 681	2 467	1 367
Résultat net, part du Groupe		1 704	1 425	794
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)	28	9,53	7,97	4,45
Nombre d'actions retenu pour le calcul		178 744 103	178 762 208	178 597 020
Résultat net, part du Groupe par action après dilution (en euros)	28	9,44	7,90	4,41
Nombre d'actions retenu pour le calcul		179 604 149	179 594 236	179 663 779

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

Etat global des gains et pertes consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Résultat net avant part des minoritaires	4 385	3 892	2 161
Variation du montant des écarts de conversion	457	(125)	(229)
Effets d'impôt	90	(28)	(39)
	547	(153)	(268)
Variation de valeur des investissements et placements financiers	373	553	430
Montants transférés en résultat	(3 317)	(16)	(7)
Effets d'impôt	191	(12)	(3)
	(2 753)	525	420
Variation de valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(10)	205	225
Montants transférés en résultat	(11)	(302)	(149)
Effets d'impôt	15	26	(20)
	(6)	(71)	56
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, transférables en compte de résultat	(2 212)	301	208
Variation de valeur des terres à vigne	(20)	370	369
Montants transférés en réserves consolidées	-	(10)	-
Effets d'impôt	10	(127)	(127)
	(10)	233	242
Engagements envers le personnel : variation de valeur liée aux écarts actuariels	(147)	17	34
Effets d'impôt	47	(4)	(9)
	(100)	13	25
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, non transférables en compte de résultat	(110)	246	267
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(2 322)	547	475
Résultat global	2 063	4 439	2 636
Part des minoritaires	1 353	2 789	1 648
RESULTAT GLOBAL, PART DU GROUPE	710	1 650	988

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

Bilan consolidé

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014⁽¹⁾	31 déc. 2013⁽¹⁾⁽²⁾
Marques et autres immobilisations incorporelles	5	15 731	15 363	15 288
Ecarts d'acquisition	4	9 449	9 626	9 696
Immobilisations corporelles	6	11 038	10 501	10 178
Participations mises en équivalence	7	514	497	482
Investissements financiers	8	590	7 200	7 089
Autres actifs non courants	9	532	515	481
Impôts différés		1 504	1 077	957
Actifs non courants		39 358	44 779	44 171
Stocks et en-cours	10	9 757	9 593	8 721
Créances clients et comptes rattachés	11	2 355	2 008	2 231
Impôts sur les résultats		366	346	238
Autres actifs courants	12	2 004	1 695	1 898
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	4 332	2 638	3 380
Actifs courants		18 814	16 280	16 468
TOTAL DE L'ACTIF		58 172	61 059	60 639
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES <i>(en millions d'euros)</i>				
	<i>Notes</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014⁽¹⁾	31 déc. 2013⁽¹⁾⁽²⁾
Capital	15.1	363	363	363
Primes	15.1	357	2 205	2 205
Actions auto-détenues Christian Dior	15.2	(278)	(288)	(305)
Ecarts de conversion	15.4	223	37	(7)
Ecarts de réévaluation		432	1 613	1 630
Autres réserves		6 700	6 615	6 827
Résultat net, part du Groupe		1 704	1 425	794
Capitaux propres, part du Groupe		9 501	11 970	11 507
Intérêts minoritaires	17	15 161	18 367	17 902
Capitaux propres		24 662	30 337	29 409
Dette financière à plus d'un an	18	6 339	4 390	5 066
Provisions à plus d'un an	19	2 311	1 827	1 799
Impôts différés		5 307	5 194	5 195
Autres passifs non courants	20	6 451	6 275	6 401
Passifs non courants		20 408	17 686	18 461
Dette financière à moins d'un an	18	4 671	6 416	5 465
Fournisseurs et comptes rattachés		3 780	3 164	3 381
Impôts sur les résultats		640	358	387
Provisions à moins d'un an	19	349	331	354
Autres passifs courants	21	3 662	2 767	3 182
Passifs courants		13 102	13 036	12 769
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		58 172	61 059	60 639

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétroactivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Ecarts de réévaluation										Total des capitaux propres		
	Capital: Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions auto- détenues Christian Dior	Ecarts de conversion	Invest. et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Engagements envers le personnel	Résultat et autres réserves	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<i>Note</i>		15.1	15.1	15.2	15.4							17	
Au 30 juin 2015	181 727 048	565	2 205	(252)	82	1 010	54	315	(12)	7 268	11 015	17 095	28 106
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					(45)	218	(28)	76	4	-	225	322	547
Résultat net										1 425	1 425	2 467	5 892
Résultat global					(45)	218	(28)	76	4	1 425	1 650	2 789	4 459
Charges liées aux plans d'options (Acquisitions) / cessions d'actions auto-détenues Christian Dior				(36)	-	-	-	-	-	(4)	(40)	-	(40)
Augmentations de capital des filiales												9	9
Dividendes et acomptes versés										(536)	(536)	(1 231)	(1 767)
Prise de contrôle Loro Piana ⁽¹⁾												235	235
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées												2	2
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires						(2)	-	(1)	(1)	(42)	(46)	15	(55)
Engagements d'achat de titres de minoritaires ⁽¹⁾										(96)	(96)	(568)	(664)
Au 30 juin 2014	181 727 048	565	2 205	(288)	57	1 226	6	590	(9)	8 040	11 970	18 567	30 537
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					186	(1 138)	(3)	(3)	(36)	-	(994)	(1 328)	(2 522)
Résultat net										1 704	1 704	2 681	4 585
Résultat global					186	(1 138)	(3)	(3)	(36)	1 704	1 704	1 553	2 065
Charges liées aux plans d'options (Acquisitions) / cessions d'actions auto-détenues Christian Dior				10						12	12	12	24
Augmentations de capital des filiales												4	4
Dividendes et acomptes versés										(540)	(540)	(435)	(775)
Distribution en nature des titres Hermès. Voir note 8.			(1 848)							(991)	(2 839)	(4 016)	(6 855)
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées										(2)	(2)	7	5
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires						(1)	-	-	-	(3)	(4)	4	-
Engagements d'achat de titres de minoritaires										(16)	(16)	(137)	(155)
Au 31 décembre 2014	181 727 048	565	357	(278)	225	87	5	587	(45)	8 404	9 501	15 161	24 662

(en millions d'euros)	Ecarts de réévaluation										Total des capitaux propres		
	Capital: Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions auto- détenues Christian Dior	Ecarts de conversion	Invest. et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Engagements envers le personnel	Résultat et autres réserves	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<i>Note</i>		15.1	15.1	15.2	15.4							17	
Au 30 juin 2015	181 727 048	565	2 205	(252)	82	1 010	54	315	(12)	7 268	11 015	17 095	28 106
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					(89)	176	21	78	8	-	194	281	475
Résultat net										794	794	1 567	2 161
Résultat global					(89)	176	21	78	8	794	988	1 648	2 656
Charges liées aux plans d'options (Acquisitions) / cessions d'actions auto-détenues Christian Dior				(55)						15	15	14	27
Augmentations de capital des filiales												8	8
Dividendes et acomptes versés										(321)	(321)	(407)	(728)
Prise de contrôle Loro Piana ⁽¹⁾												235	235
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées												-	-
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires						-	-	-	-	(40)	(40)	(87)	(127)
Engagements d'achat de titres de minoritaires ⁽¹⁾										(95)	(95)	(602)	(695)
Au 31 décembre 2015	181 727 048	565	2 205	(505)	(7)	1 186	55	595	(4)	7 621	11 507	17 902	29 409

⁽¹⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

Tableau de variation de la trésorerie consolidée

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ^{(a) (1)} (12 mois)	31 déc. 2013 ^{(a) (1)} (6 mois)
I OPERATIONS ET INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION				
Résultat opérationnel		3 011	5 898	3 309
Neutralisation de la part dans le résultat et les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence ^(a)		10	39	32
Dotations nettes aux amortissements et provisions		1 244	1 622	853
Autres charges calculées		(120)	(5)	50
Autres retraitements		(39)	(82)	(34)
Capacité d'autofinancement générée par l'activité		4 106	7 472	4 210
Coût de la dette financière nette : intérêts payés		(85)	(159)	(74)
Impôts payés ^(a)		(742)	(1 847)	(908)
Capacité d'autofinancement après intérêts financiers et impôt		5 279	5 466	5 228
Variation du besoin en fonds de roulement	14.1	540	(976)	338
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation		3 819	4 490	5 566
Investissements d'exploitation	14.2	(1 014)	(1 953)	(1 007)
Variation de la trésorerie issue des opérations et investissements d'exploitation (cash-flow disponible)		2 805	2 537	2 559
II INVESTISSEMENTS FINANCIERS				
Acquisitions d'investissements financiers		(27)	(72)	(68)
Cessions d'investissements financiers		139	38	17
Dividendes reçus ^(a)		-	79	5
Impôt relatif aux investissements financiers ^(a)		(237)	(11)	(11)
Incidences des acquisitions et cessions de titres consolidés		(28)	(2 262)	(2 094)
Variation de la trésorerie issue des investissements financiers		(155)	(2 228)	(2 151)
III OPERATIONS EN CAPITAL				
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires		4	6	7
Acquisitions et cessions d'actions Christian Dior	15.2	10	(40)	(55)
Dividendes et acomptes versés par la société Christian Dior		(348) ^(b)	(536)	(321)
Impôt payé relatif aux dividendes et acomptes versés par les sociétés du Groupe ^(a)		(50)	(164)	(114)
Dividendes et acomptes versés aux minoritaires des filiales consolidées		(486) ^(b)	(1 224)	(398)
Acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires		(16)	(46)	(133)
Variation de la trésorerie issue des opérations en capital		(886)	(2 004)	(1 012)
IV OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Emissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières		2 357	4 203	2 432
Remboursements d'emprunts et dettes financières		(2 171)	(2 242)	(626)
Acquisitions et cessions de placements financiers	15	(126)	114	93
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement		60	2 075	1 899
V INCIDENCE DES ECARTS DE CONVERSION				
		17	31	6
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (I+II+III+IV+V)		1 845	411	1 301
TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE	14	2 065	1 652	1 652
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	14	3 906	2 063	2 953
TOTAL DE L'IMPOT PAYE ^(a)		(1 029)	(2 022)	(1 035)
Opérations comprises dans le tableau ci-dessus, sans incidence sur la variation de la trésorerie :				
- investissements en location-financement		4	2	7

^(a) Après modifications de la présentation des dividendes reçus et de l'impôt payé. Voir Note 1.3.

^(b) Les distributions en nature des actions Hermès n'ont pas eu d'effet sur la trésorerie, hors effet impôts. Voir Note 8.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétroactivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

Annexe aux comptes consolidés résumés

1.	Principes comptables	23
2.	Variations de pourcentage d'intérêt dans les entités consolidées	25
3.	Marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles	26
4.	Écarts d'acquisition	27
5.	Evaluation des actifs incorporels à durée de vie indéfinie	27
6.	Immobilisations corporelles	28
7.	Participations mises en équivalence	29
8.	Investissements financiers	30
9.	Autres actifs non courants	31
10.	Stocks et en-cours	32
11.	Clients	33
12.	Autres actifs courants	34
13.	Placements financiers	34
14.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	35
15.	Capitaux propres	36
16.	Plans d'options et assimilés	38
17.	Intérêts minoritaires	39
18.	Emprunts et dettes financières	40
19.	Provisions	41
20.	Autres passifs non courants	42
21.	Autres passifs courants	43
22.	Instruments financiers et gestion des risques de marché	43
23.	Information sectorielle	46
24.	Charges par nature	48
25.	Autres produits et charges opérationnels	49
26.	Résultat financier	49
27.	Impôts sur les résultats	50
28.	Résultats par action	50
29.	Engagements hors bilan	51
30.	Faits exceptionnels et litiges	51
31.	Événements postérieurs à la clôture	51

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Cadre général et environnement

Les comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre de l'exercice social 2014/2015 couvrant la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 12 février 2015.

La comparabilité des comptes semestriels et annuels peut être affectée par la nature saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur la seconde partie de l'année calendaire un volume d'affaires supérieur à celui des six premiers mois.

Ces comptes sont établis en conformité avec la norme IAS 34 sur l'établissement des comptes semestriels, ainsi que les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées par l'Union européenne en vigueur au 31 décembre 2014 ; ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées. Les comptes semestriels sont préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels.

1.2. Évolutions du référentiel comptable applicable au Groupe

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2014

Les normes applicables au Groupe à compter du 1^{er} juillet 2014 sont principalement les normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 sur la consolidation. Celles-ci redéfinissent la notion de contrôle exercé sur une entité, suppriment la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint, seule la méthode de consolidation par mise en équivalence étant admise, et complètent les informations requises dans l'annexe aux comptes consolidés.

L'application de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe, les entités consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle représentant une contribution peu importante aux comptes du Groupe.

Ces entités, bien que sous contrôle conjoint, étant pleinement intégrées aux activités opérationnelles du Groupe, le groupe Christian Dior présente désormais leur résultat net, ainsi que celui des autres sociétés mises en équivalence lors des clôtures précédentes (voir Note 7), sur une ligne distincte du résultat opérationnel courant.

La méthode de consolidation des filiales de distribution des Vins & Spiritueux détenues en commun avec le groupe Diageo n'a pas été affectée.

La norme IFRS 11 a été appliquée rétrospectivement depuis le 1^{er} juillet 2013. Les tableaux suivants présentent les effets de cette application sur le compte de résultat et le bilan du Groupe au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2014.

Effets sur le compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2013 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)
Ventes	(62)	(117)
Coût des ventes	28	49
Marge brute	(34)	(68)
Charges commerciales	34	67
Charges administratives	7	11
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(12)	(9)
Résultat opérationnel courant	(5)	1
Autres produits et charges opérationnels	8	8
Résultat opérationnel	3	9
Résultat financier	-	-
Impôts sur les bénéfices	(1)	-
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(2)	(9)
Résultat net, part du Groupe	-	-

Effets sur le bilan

ACTIF (en millions d'euros)	30-juin-15	31-déc-15	30-juin-14	PASSIF (en millions d'euros)	30-juin-15	31-déc-15	30-juin-14
Immobilisation corp. et incorp.	(346)	(346)	(345)	Capitaux propres	-	-	-
Participations mises en équivalence	358	327	342	Dettes financières à plus d'un an	(11)	(10)	(10)
Autres	(3)	(1)	(2)	Provisions à plus d'un an et impôts différés	(57)	(70)	(56)
Actifs non courants	9	(20)	(5)	Capitaux permanents	(68)	(80)	(66)
Stocks	(81)	(75)	(77)	Dettes financières à moins d'un an	(4)	(5)	(5)
Autres	(28)	(27)	(20)	Autres	(28)	(37)	(31)
Actifs courants	(109)	(102)	(97)	Passifs courants	(32)	(42)	(36)
Total de l'actif	(100)	(122)	(102)	Total du passif	(100)	(122)	(102)

Normes, amendements et interprétations dont l'application sera obligatoire à partir du 1^{er} juillet 2015

A compter du 1^{er} juillet 2015, Christian Dior devra appliquer l'amendement d'IAS 19 relatif à la comptabilisation des contributions des employés aux régimes post-emploi. L'application de cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Autres évolutions normatives

Le Groupe est informé de l'évolution des discussions en cours de l'IFRIC et de l'IASB relatives à la comptabilisation des engagements d'achat de titres de minoritaires et des variations de leurs montants. Voir Note 1.11 des comptes consolidés au 30 juin 2014, concernant le mode de comptabilisation de ces engagements par Christian Dior.

Le Groupe suit également l'évolution du projet de norme relatif à la comptabilisation des contrats de location.

Les effets de l'application de la norme IFRS 15 sur la comptabilisation du chiffre d'affaires, à partir des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2017 (sous réserve d'adoption de la norme par l'Union Européenne), sont en cours d'analyse. Ceux-ci devraient être peu significatifs étant donné la nature des activités du Groupe.

1.3. Présentation des états financiers

Tableau de variation de trésorerie

La variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation est déterminée sur la base du résultat opérationnel, qui est ajusté des transactions n'ayant aucun effet sur la trésorerie.

En outre, à partir du 31 décembre 2014 :

- les dividendes reçus sont présentés en fonction de la nature des participations concernées, soit, pour les sociétés consolidées par mise en équivalence, au sein de la Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation et, pour les sociétés non consolidées, au sein de la Variation de trésorerie issue des investissements financiers ;
- l'impôt payé est présenté en fonction de la nature des transactions dont il est issu : au sein de la Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation pour la part relative aux opérations d'exploitation, au sein de la Variation de trésorerie issue des investissements financiers pour la part relative aux transactions sur investissements et placements financiers, en particulier l'impôt payé sur les résultats de cession, au sein de la Variation de trésorerie issue des opérations en capital pour la part relative aux transactions sur les capitaux propres, en particulier les impôts de distribution liés aux versements de dividendes.

Les tableaux de trésorerie aux 30 juin 2014 et 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de cette nouvelle présentation des dividendes reçus et de l'impôt payé (précédemment présentés au sein de la Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation).

2. VARIATIONS DE POURCENTAGE D'INTERET DANS LES ENTITES CONSOLIDEES

2.1. Mode et Maroquinerie

En juillet 2013, LVMH a signé un protocole d'accord portant sur l'acquisition de 80 % du capital de la Maison italienne Loro Piana, fabricant et distributeur de tissus, de vêtements et d'accessoires de luxe.

Le 5 décembre 2013, en application de ce protocole, LVMH a acquis 80 % de Loro Piana pour 1 987 millions d'euros. Loro Piana a été consolidé par intégration globale à compter du 5 décembre 2013. Le capital non acquis, soit 20 %, fait l'objet de promesses croisées de vente et d'achat, exerçables au plus tard trois ans suivant le 5 décembre 2013. La différence entre la valeur de l'engagement d'achat (enregistré en Autres passifs non courants, voir Note 20) et les intérêts minoritaires, soit 244 millions d'euros, a été portée en déduction des réserves consolidées.

Le tableau suivant présente les modalités définitives d'allocation du prix payé par LVMH au 5 décembre 2013, date de prise de contrôle :

<i>(en millions d'euros)</i>	Allocation provisoire	Variations	Allocation définitive
Marque	-	1 300	1 300
Autres immobilisations incorporelles, et immobilisations corporelles, nettes	159	39	198
Autres actifs non courants	11	26	37
Provisions à plus d'un an	(18)	(21)	(39)
Actifs circulants	382	(39)	343
Passifs circulants	(203)	19	(184)
Dette financière nette	(127)	13	(114)
Impôts différés	49	(415)	(366)
Actif net acquis	253	922	1 175
Intérêts minoritaires (20 %)	(51)	(184)	(235)
Actif net, part du groupe chez LVMH (80 %)	202	738	940
Ecart d'acquisition	1 785	(738)	1 047
Valeur comptable de la participation au 5 décembre 2013	1 987	-	1 987

La marque Loro Piana, de 1 300 millions d'euros, a été évaluée selon la méthode des royalties, corroborée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels. L'écart d'acquisition, de 1 047 millions d'euros, est représentatif de la maîtrise dans l'approvisionnement en fibres naturelles de haute qualité ainsi que de l'expertise et du savoir-faire artisanal développé dans l'élaboration de produits issus de ces matières d'exception. Les frais d'acquisition de Loro Piana ont été enregistrés dans Autres produits et charges opérationnels ; ils représentaient un montant de 9 millions d'euros au 31 décembre 2013, voir Note 25. En 2013, l'acquisition de Loro Piana a généré un décaissement de 1 982 millions d'euros, net de la trésorerie acquise de 5 millions d'euros.

2.2. Distribution Sélective

Au deuxième semestre 2014, LVMH a acquis une participation complémentaire de 30 % dans Sephora Brazil (anciennement Sack's), portant son pourcentage de détention à 100 %. La différence entre le prix d'acquisition et les intérêts minoritaires a été enregistrée en déduction des capitaux propres.

3. MARQUES, ENSEIGNES ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014			30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net
Marques	13 182	(573)	12 609	12 535	12 526
Enseignes	3 651	(1 496)	2 155	1 948	1 933
Licences de distribution	23	(22)	1	1	-
Droits au bail	740	(343)	397	389	358
Logiciels, sites Internet	1 078	(793)	285	241	240
Autres	624	(340)	284	249	231
TOTAL	19 298	(3 567)	15 731	15 363	15 288
Dont :					
Immobilisations en location-financement	14	(14)	-	-	-

La variation du solde net des marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles au cours du semestre est constituée des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute		Logiciels, sites Internet	Droits au bail	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
	Marques	Enseignes				
Au 30 juin 2014 ⁽¹⁾	13 078	3 285	977	718	591	18 649
Acquisitions	-	-	75	32	99	206
Cessions, mises hors service	-	-	(20)	(2)	(35)	(57)
Effets des variations de périmètre	-	-	-	-	1	1
Effets des variations de change	103	366	24	7	10	510
Autres mouvements, y compris transferts	1	-	22	(15)	(19)	(11)
AU 31 DECEMBRE 2014	13 182	3 651	1 078	740	647	19 298
<i>(en millions d'euros)</i>	Amortissements et dépréciations		Logiciels, sites Internet	Droits au bail	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
	Marques	Enseignes				
Au 30 juin 2014 ⁽¹⁾	(543)	(1 337)	(736)	(329)	(341)	(3 286)
Amortissements	(9)	-	(65)	(20)	(42)	(136)
Dépréciations	(3)	-	-	-	(1)	(4)
Cessions, mises hors service	-	-	20	2	29	51
Effets des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Effets des variations de change	(17)	(159)	(15)	(1)	(5)	(197)
Autres mouvements, y compris transferts	(1)	-	3	5	(2)	5
AU 31 DECEMBRE 2014	(573)	(1 496)	(795)	(343)	(362)	(3 567)
Valeur nette au 31 décembre 2014	12 609	2 155	285	397	285	15 731

Les effets des variations de change proviennent principalement des valeurs incorporelles comptabilisées en dollars US, en raison de l'évolution de la parité de cette devise vis-à-vis de l'euro au cours du semestre. Il s'agit notamment de l'enseigne DFS Galleria et de la marque Donna Karan.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

4. ÉCARTS D'ACQUISITION

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014			30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Écarts d'acquisition sur titres consolidés	8 279	(1 521)	6 758	6 887	6 837
Écarts d'acquisition sur engagements d'achat de titres de minoritaires	2 691	-	2 691	2 739	2 859
TOTAL	10 970	(1 521)	9 449	9 626	9 696

Les variations sur les périodes présentées du solde net des écarts d'acquisition s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)			30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾ (6 mois)
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
A l'ouverture	10 884	(1 258)	9 626	8 584	8 584
Effets des variations de périmètre (Voir Note 2)	23	-	23	1 103	1 043
Variation des engagements d'achat de titres de minoritaires	(49)	3	(46)	24	139
Variation des dépréciations	-	(179)	(179)	(76)	(37)
Effets des variations de change	112	(87)	25	(9)	(26)
Reclassements	-	-	-	-	(7)
A LA CLOTURE	10 970	(1 521)	9 449	9 626	9 696

Les effets des variations de périmètre du premier semestre de l'exercice 2014/2015 correspondent principalement à l'acquisition complémentaire de 30 % dans Sephora Brazil, portant son pourcentage de détention à 100 %. Voir Note 2.

Les effets des variations de périmètre de l'exercice 2013/2014 correspondaient principalement à l'écart d'acquisition de Loro Piana pour 1 047 millions d'euros, le solde correspondant aux écarts d'acquisition provisoires liés à la consolidation du Clos des Lambrays, d'Hôtel Saint Barth Isle de France, de Nicholas Kirkwood et de la Pâtisserie Cova.

Voir également Note 20 pour les écarts d'acquisition provenant d'engagements d'achat de titres de minoritaires.

5. EVALUATION DES ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE INDEFINIE

Les marques, enseignes et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie ainsi que les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de perte de valeur au 31 décembre 2014, qui n'a pas révélé de risque de dépréciation significatif. Voir Note 25 concernant les dépréciations et amortissements enregistrés au cours du semestre.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014			30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net
Terrains	1 372	(68)	1 304	1 263	1 234
Terres à vignes et vignobles	2 455	(91)	2 364	2 369	2 294
Constructions	2 883	(1 379)	1 504	1 449	1 446
Immeubles locatifs	681	(47)	634	619	608
Agencements, matériels et installations	9 000	(5 725)	3 275	2 952	2 741
Immobilisations en-cours	743	(4)	739	901	814
Autres immobilisations corporelles	1 685	(467)	1 218	948	1 041
TOTAL	18 819	(7 781)	11 038	10 501	10 178
Dont :					
Immobilisations en location-financement	303	(203)	100	100	105
Coût historique des terres à vignes et vignobles	722	(91)	631	624	537

La variation des immobilisations corporelles au cours du semestre s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Agencements, matériels et installations			Immobilisations en-cours	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
				Magasins	Production, logistique	Autres			
Au 30 juin 2014 ⁽¹⁾	2 456	4 066	664	5 066	1 945	1 206	901	1 372	17 674
Acquisitions	2	91	19	320	63	62	305	92	954
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	(20)	-	-	-	-	-	-	-	(20)
Cessions, mises hors service	-	(28)	(9)	(174)	(37)	(71)	(1)	(12)	(332)
Effets des variations de périmètre	-	-	-	(3)	-	(1)	(6)	2	(8)
Effets des variations de change	9	110	8	289	12	44	35	34	541
Autres mouvements, y compris transferts	8	16	(1)	208	32	41	(491)	197	10
AU 31 DECEMBRE 2014	2 455	4 255	681	5 706	2 015	1 281	745	1 685	18 819

<i>(en millions d'euros)</i>	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Agencements, matériels et installations			Immobilisations en-cours	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
				Magasins	Production, logistique	Autres			
Au 30 juin 2014 ⁽¹⁾	(87)	(1 354)	(45)	(3 118)	(1 324)	(821)	-	(424)	(7 173)
Amortissements	(3)	(68)	(2)	(397)	(75)	(66)	-	(31)	(642)
Dépréciations	-	(14)	(2)	14	-	-	(5)	-	(7)
Cessions, mises hors service	-	23	2	174	36	69	1	12	317
Effets des variations de périmètre	-	1	-	2	-	1	-	(1)	3
Effets des variations de change	(1)	(37)	-	(180)	(7)	(30)	-	(24)	(279)
Autres mouvements, y compris transferts	-	2	-	(5)	2	-	-	1	-
AU 31 DECEMBRE 2014	(91)	(1 447)	(47)	(5 510)	(1 368)	(847)	(4)	(467)	(7 781)
Valeur nette au 31 décembre 2014	2 364	2 808	634	2 196	645	434	739	1 218	11 038

L'effet de la réévaluation à valeur de marché sur le montant des terres à vignes s'élève à 1 733 millions d'euros au 31 décembre 2014 (1 745 millions d'euros au 30 juin 2014, 1 757 millions d'euros au 31 décembre 2013).

La valeur de marché des immeubles locatifs, selon les expertises réalisées par des tiers indépendants, s'élève à environ 1 milliard d'euros au 31 décembre 2014. Les méthodes d'évaluation employées reposent sur les données de marché.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluent les investissements de Louis Vuitton, Christian Dior Couture, Sephora, DFS et Bulgari dans leurs réseaux de distribution, ceux de Parfums Christian Dior dans de nouveaux comptoirs, ainsi que ceux des marques de champagne dans leur outil de production et les effets des investissements immobiliers affectés à l'exploitation administrative, commerciale ou locative.

Les effets des variations de change proviennent principalement des immobilisations corporelles comptabilisées en dollar US, en raison de l'évolution de la parité de cette devise vis-à-vis de l'euro depuis le 30 juin 2014.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

7. PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)				30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)		31 décembre 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)	
	Brut	Dépréciations	Net	<i>Dont activités en partenariat ⁽²⁾</i>	Net	<i>Dont activités en partenariat ⁽²⁾</i>	Net	<i>Dont activités en partenariat ⁽²⁾</i>
Part dans l'actif net des participations mises en équivalence à l'ouverture	497	-	497	342	525	357	525	357
Part dans le résultat de la période	1	-	1	(2)	(9)	(18)	(12)	(15)
Dividendes versés	(11)	-	(11)	(5)	(30)	(11)	(20)	(11)
Effets des variations de périmètre	7	-	7	-	6	-	6	-
Effets des souscriptions aux augmentations de capital	12	-	12	7	7	7	3	3
Effets des variations de change	7	-	7	4	(11)	(1)	(13)	(1)
Autres, y compris transferts	1	-	1	(5)	11	8	(5)	(6)
PART DANS L'ACTIF NET DES PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE A LA CLOTURE	514	-	514	343	497	342	482	327

Au 31 décembre 2014, les titres mis en équivalence comprennent principalement :

Pour les activités en partenariat :

- une participation de 50 % dans le domaine viticole de Château Cheval Blanc (Gironde, France), producteur du Saint-Emilion Grand cru classé A du même nom ;
- une participation de 50 % dans De Beers Diamond Jewellers, disposant d'un réseau de boutiques au sein desquelles sont commercialisés des bijoux sous la marque De Beers.

Pour les autres sociétés :

- une participation de 40 % dans Mongoual SA, société immobilière propriétaire d'un immeuble de bureaux à Paris (France), siège social de la société LVMH Moët Hennessy - Louis Vuitton ;
- une participation de 46 % dans JW Anderson, marque londonienne de prêt-à-porter, acquise en septembre 2013 ;
- une participation de 45 % dans PT. Sona Topas Tourism Industry Tbk (STTI), société de distribution indonésienne, titulaire notamment de licences de ventes en duty-free dans les aéroports.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Activités consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle précédemment à la mise en œuvre d'IFRS 11. Voir Note 1.2.

8. INVESTISSEMENTS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014			30 juin 2014	31 déc. 2013
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
TOTAL	764	(174)	590	7 200	7 089

Les investissements financiers ont évolué de la façon suivante au cours des périodes présentées :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)		30 juin 2014 (12 mois)	31 décembre 2013 (6 mois)
	Total	dont Hermès		
A l'ouverture	7 200	6 595	6 665	6 665
Acquisitions	20	1	93	68
Cessions à valeur de vente	(139)	-	(38)	(17)
Distribution en nature des actions Hermès	(6 785)	(6 785)	-	-
Variations de valeur de marché	347	259	527	419
Variation du montant des dépréciations	(10)	-	(5)	(3)
Effets des variations de périmètre	-	-	1	3
Effets des variations de change	32	-	(11)	(14)
Reclassements	(75)	(70)	(32)	(32)
A LA CLOTURE	590	-	7 200	7 089

Au 30 juin 2014, les investissements financiers incluaient principalement une participation dans Hermès International SCA (« Hermès ») d'un montant brut et net de 6 595 millions d'euros (6 437 millions d'euros au 31 décembre 2013). Cette participation a été distribuée aux actionnaires de LVMH SE et de Christian Dior au cours du semestre, dans les conditions décrites ci-dessous.

Le 2 septembre 2014, sous l'égide du Président du Tribunal de Commerce de Paris, d'une part la société Hermès International et d'autre part les sociétés LVMH, Christian Dior et Financière Jean Goujon ont conclu un protocole transactionnel (le « Protocole ») selon les termes duquel :

- LVMH s'est engagée à distribuer à ses actionnaires la totalité des actions Hermès qu'elle détenait, soit 24 473 545 actions représentant 23,18 % du capital social et 16,56 % des droits de vote d'Hermès. Christian Dior, qui détenait au jour de la distribution 40,9 % du capital de LVMH par l'intermédiaire de la société Financière Jean Goujon dont elle détient la totalité des actions, s'est également engagée à distribuer à ses actionnaires les actions Hermès reçues de LVMH ;

- Les sociétés LVMH, Financière Jean Goujon, Christian Dior et Monsieur Bernard Arnault se sont engagés à ne pas acquérir d'actions Hermès pendant une durée de 5 ans.

Conformément aux termes du Protocole, LVMH et Christian Dior ont procédé à la distribution des actions Hermès à leurs actionnaires le 17 décembre 2014, sous la forme de distributions exceptionnelles en nature. La société LVMH a décidé d'une distribution en nature à raison de 2 actions Hermès pour 41 actions LVMH lors de son Assemblée générale mixte du 25 novembre 2014. Christian Dior a décidé d'une distribution en nature à raison d'une action Hermès pour 24 actions Christian Dior lors de son Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014 et d'un acompte sur dividende en nature à raison de 3 actions Hermès pour 200 actions Christian Dior lors du Conseil d'administration du 11 décembre 2014.

Le montant des distributions en nature effectuées par le Groupe, de 6,9 milliards d'euros, a été valorisé en retenant le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le 17 décembre 2014, soit 280,10 euros. Les droits formant rompus n'étant ni négociables ni cessibles, les actionnaires, lorsque l'application de la parité ne donnait pas un nombre entier d'actions Hermès, ont reçu le nombre d'actions Hermès immédiatement inférieur, complété d'une soulte en espèces.

A l'issue des distributions des titres Hermès aux actionnaires, la participation du Groupe dans Hermès s'élève à 73 millions d'euros, correspondant à des actions non distribuées du fait de l'existence de reliquats et de droits formant rompus. Aux termes du Protocole, les sociétés du Groupe se sont engagées à céder ces actions au plus tard le 2 septembre 2015. Le cours de l'action Hermès retenu pour la valorisation de la participation s'élève à 294,80 euros au 31 décembre 2014 (269,50 euros au 30 juin 2014, 263,50 euros au 31 décembre 2013). Ces titres sont présentés en Placements financiers au 31 décembre 2014 (voir Note 13).

Les effets de la distribution des actions Hermès sur les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014 sont les suivants :

Effets sur les capitaux propres dont :

	Ecarts de réévaluation au 30 juin 2014	Résultat	Autres réserves	Total	Part du Groupe	Part des minoritaires
Distributions en nature des actions Hermès	(2 948)	3 189 ^(a)	(6 855)	(6 614)	(2 740)	(3 874)
Impôt afférent ^(b)	191	(568)	-	(377)	(156)	(221)
Net	(2 757)	2 621	(6 855)	(6 991)	(2 896)	(4 095)

^(a) Voir également Note 26.

^(b) Y compris effets de la taxe à 3 % sur les dividendes versés par les sociétés du Groupe.

L'effet net sur les capitaux propres consolidés, négatif de 7,0 milliards d'euros, correspond à la valeur de la participation dans Hermès au 30 juin 2014 augmentée des effets d'impôts liés à cette distribution. Le gain (hors effet d'impôt) enregistré en résultat, de 3,2 milliards d'euros, correspond à la différence entre la participation valorisée au cours d'ouverture de l'action Hermès le 17 décembre 2014, soit 6,9 milliards d'euros, et son prix de revient comptable global de 3,7 milliards d'euros (2,7 milliards en trésorerie après déduction du gain comptabilisé en 2010, lors du dénouement d'equity linked swaps portant sur 12,8 millions de titres).

Voir Note 16 concernant les effets de la distribution des titres Hermès sur les plans d'options et assimilés.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2014/2015, la participation dans Sociedad Textil Lonia SA a été cédée.

9. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Dépôts de garantie	274	281	247
Instruments dérivés (Voir Note 22)	75	51	68
Créances et prêts	161	162	150
Autres	22	21	16
TOTAL	532	515	481

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

10. STOCKS ET EN-COURS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014			30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Vins et eaux-de-vie en cours de vieillissement	4 018	(16)	4 002	3 835	3 717
Autres matières premières et en-cours	1 667	(357)	1 310	1 377	1 193
	5 685	(373)	5 312	5 212	4 910
Marchandises	1 489	(153)	1 336	1 291	1 176
Produits finis	3 873	(764)	3 109	3 090	2 635
	5 362	(917)	4 445	4 381	3 811
TOTAL	11 047	(1 290)	9 757	9 593	8 721

La variation du stock net au cours des périodes présentées provient des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014 (6 mois)			30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾ (6 mois)
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
A l'ouverture	10 791	(1 198)	9 593	8 713	8 713
Variation du stock brut ^(a)	64	-	64	1 032	94
Effets de la mise à valeur de marché des vendanges	(9)	-	(9)	2	1
Variation de la provision pour dépréciation	-	(193)	(193)	(287)	(146)
Effets des variations de périmètre	(4)	-	(4)	280	266
Effets des variations de change	351	(46)	305	(153)	(208)
Autres, y compris reclassements	(146)	147	1	6	1
A LA CLOTURE	11 047	(1 290)	9 757	9 593	8 721

^(a) Y compris effet des retours.

Les incidences des variations de périmètre de l'exercice 2013/2014 étaient essentiellement liées à l'intégration de Loro Piana.

Les effets de la mise à valeur de marché des vendanges sur le coût des ventes et sur la valeur des stocks des activités Vins et Spiritueux sont les suivants sur les périodes présentées :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 (6 mois)
Mise à valeur de marché de la récolte de la période	11	35	23
Effets des sorties de stocks de la période	(20)	(33)	(22)
INCIDENCE NETTE SUR LE COUT DES VENTES DE LA PERIODE	(9)	2	1
INCIDENCE NETTE SUR LA VALEUR DES STOCKS A LA CLOTURE	166	175	173

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

11. CLIENTS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾
Créances à valeur nominale	2 636	2 239	2 478
Provision pour dépréciation	(73)	(70)	(72)
Provision pour retours et reprises de produits	(208)	(161)	(175)
MONTANT NET	2 355	2 008	2 231

La variation des créances clients au cours des périodes présentées provient des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)			30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾ (6 mois)
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
A l'ouverture	2 240	(232)	2 008	1 829	1 829
Variation des créances brutes	325	-	325	204	477
Variation de la provision pour dépréciation	-	(10)	(10)	(2)	(4)
Variation de la provision pour retours et reprises de produits	-	(41)	(41)	(3)	(17)
Effets des variations de périmètre	5	-	5	55	54
Effets des variations de change	57	(6)	51	(96)	(109)
Reclassements	9	8	17	21	1
A LA CLOTURE	2 636	(281)	2 355	2 008	2 231

Le solde clients est constitué essentiellement d'encours sur des clients grossistes ou des agents, en nombre limité et avec lesquels le Groupe entretient des relations le plus souvent continues. Au 31 décembre 2014, la majeure partie des créances clients ont fait l'objet de couvertures de crédit client auprès des assureurs.

Au 31 décembre 2014, la ventilation de la valeur brute et de la provision pour dépréciation des créances clients, en fonction de l'ancienneté des créances, s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>		Valeur brute des créances	Dépréciations	Valeur nette des créances
Non échues :	- moins de 3 mois	2 162	(14)	2 148
	- plus de 3 mois	104	(7)	97
		2 266	(21)	2 245
Echues :	- moins de 3 mois	235	(6)	229
	- plus de 3 mois	135	(46)	89
		370	(52)	318
TOTAL		2 636	(73)	2 563

Au cours de chacun des exercices présentés, aucun client n'a représenté un montant de chiffres d'affaires excédant 10 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

12. AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾
Placements financiers	266	184	171
Instruments dérivés (voir Note 22)	304	251	495
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur les résultats	479	408	389
Fournisseurs : avances et acomptes	168	154	184
Charges constatées d'avance	330	355	300
Autres créances	457	343	359
TOTAL	2 004	1 695	1 898

La valeur actuelle des autres actifs courants n'est pas différente de leur valeur comptable.

Voir également Note 13 Placements financiers et Note 22 Instruments financiers et gestion des risques de marché.

13. PLACEMENTS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014	31 déc. 2013
Valeurs mobilières de placement non cotées, parts de SICAV et de fonds non monétaires	-	12	12
Valeurs mobilières de placement cotées	266	172	159
TOTAL	266	184	171
Dont coût historique des placements financiers	192	136	136

La valeur nette des placements financiers a évolué de la façon suivante au cours des périodes présentées :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 (6 mois)
A l'ouverture	184	187	187
Acquisitions	-	-	-
Cessions à valeur de vente	(15)	(27)	(27)
Variations de valeur de marché	27	25	12
Variations du montant des dépréciations	-	-	-
Effets des variations de change	-	-	-
Reclassements ^(a)	70	(1)	(1)
A LA CLOTURE	266	184	171

^(a) Voir note 8.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

14. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Dépôts à terme à moins de trois mois	1 270	728	811
Parts de SICAV et FCP monétaires	784	109	537
Comptes bancaires	2 278	1 801	2 032
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU BILAN	4 332	2 638	3 380

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau de variation de trésorerie s'établit de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 332	2 638	3 380
Découverts bancaires	(426)	(575)	(427)
TRESORERIE NETTE DU TABLEAU DE VARIATION DE TRÉSORERIE	3 906	2 063	2 953

14.1. Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement au cours des périodes présentées s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ^{(1) (2)} (6 mois)
Variation des stocks et en-cours	(54)	(1 030)	(89)
Variation des créances clients et comptes rattachés	(303)	(198)	(461)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	512	115	431
Variation des autres créances et dettes	385	137	457
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ^(a)	540	(976)	338

^(a) Augmentation/(Diminution) de la trésorerie.

14.2. Investissements d'exploitation

Les investissements d'exploitation au cours des périodes présentées sont constitués des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ^{(1) (2)} (6 mois)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	5	(206)	(293)	(148)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	6	(954)	(1 744)	(976)
Variation des dettes envers les fournisseurs d'immobilisations		163	67	129
Effet sur la trésorerie des acquisitions d'immobilisations ^(a)		(997)	(1 970)	(995)
Effet sur la trésorerie des cessions d'immobilisations		5	41	2
Dépôts de garantie versés et autres flux d'investissements d'exploitation		(22)	(24)	(14)
INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION ^(a)		(1 014)	(1 953)	(1 007)

^(a) Augmentation/(Diminution) de la trésorerie.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

15. CAPITAUX PROPRES

15.1. Capital social et primes

Au 31 décembre 2014, le capital est constitué de 181 727 048 actions (181 727 048 au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013), entièrement libérées, au nominal de 2 euros ; 126 051 763 actions bénéficient d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de trois ans (123 296 342 au 30 juin 2014 et 123 298 097 au 31 décembre 2013).

Les variations du capital social et des primes, en nombre d'actions et en valeur, s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombre d'actions	31 déc. 2014			30 juin 2014	31 déc. 2013
		Capital	Primes	Valeur Total	Valeur	Valeur
A l'ouverture	181 727 048	363	2 205	2 568	2 568	2 568
Distributions en nature des actions Hermès ^(a)	-	-	(1 848)	(1 848)	-	-
Annulations d'actions	-	-	-	-	-	-
A la clôture	181 727 048	363	557	720	2 568	2 568

^(a) Voir Note 8.

15.2. Actions Christian Dior

Le portefeuille d'actions Christian Dior, ainsi que leur affectation, s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2014		30 juin 2014	31 déc. 2013
	Nombre	Valeur	Valeur	Valeur
Plans d'options d'achat	1 300 428	84	94	111
Plans d'attribution d'actions gratuites	275 743	26	16	20
Plans à venir	52 706	3	13	9
Autres	19 532	1	1	1
Actions destinées à être annulées	1 200 000	164	164	164
ACTIONS CHRISTIAN DIOR	2 848 409	278	288	305

Au 31 décembre 2014, la valeur boursière des autres actions Christian Dior est de 2,8 millions d'euros.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2014/2015, les mouvements de portefeuille d'actions Christian Dior ont été les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombre d'actions	Valeur	Effet sur la trésorerie
Au 1^{er} juillet 2014	2 978 431	288	
Achats d'actions	-	-	-
Exercices d'options d'achat	(128 022)	(10)	10
Attribution définitive d'actions gratuites et de performance	(2 000)	-	-
AU 31 DECEMBRE 2014	2 848 409	278	10

15.3. Dividendes versés en numéraire par la société mère Christian Dior

<i>(en millions d'euros, sauf données par action, en euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 (6 mois)
Acompte au titre de l'exercice en cours (30 juin 2014 : 1,20 euro)	-	218	-
Effet des actions auto-détenues	-	(3)	-
	-	215	-
Solde au titre des exercices précédents (30 juin 2014 : 1,90 euro ; 30 avril 2013 1,80 euro)	345	327	327
Effet des actions auto-détenues	(5)	(6)	(6)
	340	321	321
Montant brut total versé au cours de la période ^(a)	340	536	321

^(a) Avant effets de la réglementation fiscale applicable au bénéficiaire.

Le solde du dividende pour l'exercice clôturant le 30 juin 2014 a été versé le 15 décembre 2014, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale du 9 décembre 2014, soit un montant total de 345 millions d'euros avant déduction du montant correspondant aux actions auto-détenues à la date du décaissement. Le Conseil d'administration du 12 février 2015 a approuvé la mise en paiement le 23 avril 2015 d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2014/2015 de 1,25 euro par action.

15.4. Ecart de conversion

La variation du montant des écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres, part du Groupe et le solde de clôture, y compris les effets de couverture des actifs nets en devises, s'analysent par devise de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	Variation	30 juin 2014	31 déc. 2013
Dollar US	55	129	(74)	(86)
Franc suisse	187	9	178	174
Yen japonais	14	(4)	18	15
Hong Kong dollar	104	105	(1)	(9)
Livre sterling	-	8	(8)	(23)
Autres devises	(13)	(25)	12	(23)
Couvertures d'actifs nets en devises	(124)	(36)	(88)	(55)
TOTAL, PART DU GROUPE	223	186	37	(7)

16. PLANS D'OPTIONS ET ASSIMILES

Effets des distributions en nature d'actions Hermès sur les plans d'options et assimilés

Afin de protéger les bénéficiaires d'options d'achat et d'actions gratuites, les actionnaires de Christian Dior, lors de l'Assemblée générale du 9 décembre 2014, ont autorisé le Conseil d'administration à ajuster le nombre et le prix d'exercice des options d'achat n'ayant pas été exercées avant le 17 décembre 2014, ainsi que le nombre d'actions gratuites et d'actions de performance en cours d'acquisition à cette date.

Par conséquent pour Christian Dior, les quantités d'options d'achat et d'actions gratuites concernées ont été augmentées de 8,8 %, tandis que le prix d'exercice de ces options a été réduit de 8,1 %.

Ces ajustements n'ayant pour objectif que de maintenir le gain obtenu par les bénéficiaires au niveau atteint avant la distribution, ils n'ont eu aucun effet sur les états financiers consolidés.

16.1. Plans d'options d'achat d'actions

Pour l'ensemble des plans, la parité est d'une action pour une option attribuée.

Le nombre d'options non exercées, dans le cadre des plans restant ouverts au 31 décembre 2014, provient des évolutions détaillées ci-dessous :

	31 décembre 2014 (6 mois)	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options d'achat restant à exercer au 1^{er} juillet 2014	1 428 450	69,22
Attributions	-	-
Options devenues caduques	-	-
Ajustements effectués du fait des distributions en nature d'actions Hermès ^(a)	114 671	(5,56)
Options exercées	(128 022)	75,41
OPTIONS D'ACHAT RESTANT A EXERCER AU 31 DECEMBRE 2014	1 415 099	63,06

^(a) Voir Note 8.

16.2. Plans d'attribution d'actions gratuites et d'actions de performance

(en nombre d'actions)	31 décembre 2014 (6 mois)
Attributions provisoires au 1^{er} juillet 2014	184 039
Attributions provisoires de l'exercice	95 185
Ajustements effectués du fait des distributions en nature d'actions Hermès ^(a)	24 379
Attributions devenues définitives	(2 000)
Attributions devenues caduques	(1 481)
ATTRIBUTIONS PROVISOIRES AU 31 DECEMBRE 2014	300 122

^(a) Voir Note 8.

Un plan d'attribution d'actions gratuites et d'actions de performance a été mis en place le 16 octobre 2014, portant sur 95 185 actions avant ajustement consécutif aux distributions en nature de titres Hermès. Voir Note 8.

16.3. Charge de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 (6 mois)
Plans d'attribution d'actions gratuites Christian Dior	4	9	5
Plans d'options de souscription et d'attribution d'actions gratuites LVMH	20	41	22
CHARGE DE LA PERIODE	24	50	27

Pour les besoins de la détermination de la charge comptabilisée au cours du semestre, les données suivantes ont été retenues :

Pour LVMH

Le cours de bourse de l'action LVMH la veille de la date d'attribution des plans était de 139,80 euros pour le plan du 24 juillet 2014, et de 127,05 euros pour le plan du 23 octobre 2014.

La valeur unitaire moyenne des attributions provisoires d'actions gratuites au premier semestre de l'exercice 2014/2015 était, lors de ces attributions, de 115,06 euros pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France et de 116,39 euros pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale hors de France.

Pour Christian Dior

Le cours de bourse de l'action Christian Dior la veille de la date d'attribution du plan du 16 octobre 2014 était de 129,25 euros.

La valeur unitaire moyenne des attributions provisoires d'actions gratuites sur la période est de 116,48 euros pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France et de 112,87 euros pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale hors de France.

17. INTERETS MINORITAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
A l'ouverture	18 567	17 095	17 095
Part des minoritaires dans le résultat	2 681	2 467	1 367
Dividendes versés aux minoritaires	(433)	(1 231)	(407)
Distributions en nature d'actions Hermès	(4 016)	-	-
Effets des prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées :			
consolidation de Loro Piana	-	235	235
autres mouvements	7	2	-
Effets des acquisitions et cessions de titres de minoritaires :			
mouvements sur le capital et l'autodétention de LVMH SE	13	16	(41)
autres mouvements	(9)	(3)	(46)
Total des effets des variations de pourcentage d'intérêt dans les entités consolidées	11	250	148
Augmentations de capital souscrites par les minoritaires	4	9	8
Part des minoritaires dans les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(1 328)	322	281
Part des minoritaires dans les charges liées aux plans d'options	12	25	14
Effets des variations des intérêts minoritaires bénéficiant d'engagements d'achat	(137)	(568)	(602)
A LA CLOTURE	15 161	18 567	17 902

⁽¹⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

L'évolution de la part des intérêts minoritaires dans les gains et pertes enregistrés en capitaux propres se décompose ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ecarts de conversion	Investissements et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Ecarts de réévaluation des avantages au personnel	Total part des minoritaires
Au 30 juin 2014	(11)	1 734	12	764	(19)	2 480
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	360	(1 615)	(3)	(7)	(63)	(1 328)
Variations dues aux titres autodétenus et assimilés	-	1	-	-	-	1
AU 31 DECEMBRE 2014	349	120	9	757	(82)	1 153

Les intérêts minoritaires sont essentiellement constitués des minoritaires de LVMH SE ne contrôlant pas la société (59%).

Les intérêts minoritaires sont également constitués des 34 % détenus par Diageo dans Moët Hennessy. Les intérêts de Diageo dans Moët Hennessy peuvent être évalués à travers les ventes, le résultat opérationnel et les principaux actifs de l'activité Vins et Spiritueux, qui sont présentés en Note 23. Les 34 % détenus par Diageo dans Moët Hennessy faisant l'objet d'un engagement d'achat, ils sont reclassés à la clôture en Autres passifs non courants, et sont donc exclus du total des intérêts minoritaires à la date de clôture. Voir Note 20.

Les intérêts minoritaires sont également constitués des 39 % détenus par M. Miller dans DFS, qui fait partie du groupe d'activités Distribution sélective, et dont les droits ne sont pas susceptibles d'entraver la mise en œuvre de la stratégie du Groupe dans DFS.

18. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

18.1. Dette financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Emprunts obligataires et Euro Medium Term Notes (EMTN)	5 590	3 739	4 165
Emprunts bancaires et crédit-bail	749	651	901
Dette financière à plus d'un an	6 339	4 390	5 066
Emprunts obligataires et Euro Medium Term Notes (EMTN)	925	1 281	1 363
Billets de trésorerie	2 004	2 766	2 348
Découverts bancaires	426	575	427
Autres dettes financières à moins d'un an	1 316	1 794	1 327
Dette financière à moins d'un an	4 671	6 416	5 465
Dette financière brute	11 010	10 806	10 531
Instruments dérivés liés au risque de taux d'intérêt	(94)	(64)	(118)
Dette financière brute après effet des instruments dérivés	10 916	10 742	10 413
Placements financiers	(266)	(184)	(171)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 332)	(2 638)	(3 380)
Dette financière nette	6 318	7 920	6 862

La dette financière nette n'inclut pas les engagements d'achat de titres de minoritaires, classés en « Autres passifs non courants » (voir Note 20).

LVMH a réalisé au cours du premier semestre de l'exercice 2014/2015 trois émissions obligataires à taux fixe, de 350 millions de livres sterling, 650 millions d'euros et 150 millions de dollars australiens, remboursables in fine au pair en 2017, 2021 et 2019, respectivement. Ces emprunts ont fait l'objet de swaps à l'émission, les convertissant en financements à taux variables. Les émissions en devises ont été intégralement swappées en euros à l'émission.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

LVMH a également procédé à une émission obligataire à taux variable pour un montant de 300 millions d'euros, d'échéance 2019, et à l'abondement à hauteur de 150 millions d'euros et de 100 millions d'euros de ses emprunts obligataires d'échéance 2016 et 2019.

La société Christian Dior a procédé en septembre 2014 au remboursement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros émis en 2009.

18.2. Analyse de la dette financière brute par échéance et par nature de taux après effets des instruments dérivés

<i>(en millions d'euros)</i>		Dette financière brute			Effets des instruments dérivés			Dette financière brute après effets des instruments dérivés		
		Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
		Échéance	31 décembre 2015	3 709	962	4 671	(678)	649	(29)	3 031
	31 décembre 2016	314	761	1 075	-	(4)	(4)	314	757	1 071
	31 décembre 2017	1 387	-	1 387	(1 299)	1 268	(31)	88	1 268	1 356
	31 décembre 2018	517	305	822	-	(5)	(5)	517	300	817
	31 décembre 2019	1 210	471	1 681	(351)	340	(11)	859	811	1 670
	31 décembre 2020	598	12	610	-	-	-	598	12	610
	Au-delà	764	-	764	(651)	637	(14)	113	637	750
TOTAL		8 499	2 511	11 010	(2 979)	2 885	(94)	5 520	5 396	10 916

Voir Note 22.3 concernant les valeurs de marché des instruments de taux d'intérêt.

18.3. Analyse de la dette financière brute par devise après effets des instruments dérivés

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Euro	8 361	8 355	8 213
Dollar US	319	157	173
Franc suisse	1 015	1 007	989
Yen japonais	338	286	306
Autres devises	883	937	732
Total	10 916	10 742	10 413

La dette en devises a le plus souvent pour objet de couvrir les actifs nets en devises de sociétés consolidées situées hors zone euro.

19. PROVISIONS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	653	491	461
Provisions pour risques et charges	1 625	1 325	1 325
Provisions pour réorganisation	33	11	13
Part à plus d'un an	2 311	1 827	1 799
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	4	4	5
Provisions pour risques et charges	328	302	320
Provisions pour réorganisation	17	25	29
Part à moins d'un an	349	331	354
TOTAL	2 660	2 158	2 153

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétroactivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

Au cours de la période, les soldes des provisions ont évolué de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014 ⁽¹⁾	Dotations	Utilisations	Reprises	Variations de périmètre	Autres (dont effets des variations de change)	31 déc. 2014
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	495	47	(51)	-	-	166	657
Provisions pour risques et charges	1 627	440	(100)	(61)	-	47	1 953
Provisions pour réorganisation	36	31	(6)	(1)	-	(10)	50
TOTAL	2 158	518	(157)	(62)	-	203	2 660
Dont :							
Résultat opérationnel courant		180	(119)	(35)			
Résultat financier		6	-	-			
Autres		332	(38)	(27)			

Les provisions pour risques et charges correspondent à l'estimation des effets patrimoniaux des risques, litiges, situations contentieuses réalisés ou probables, qui résultent des activités du Groupe : ces activités sont en effet menées dans le contexte d'un cadre réglementaire international souvent imprécis, évoluant selon les pays et dans le temps, et s'appliquant à des domaines aussi variés que la composition des produits ou le calcul de l'impôt.

En particulier, les entités du Groupe en France et à l'étranger peuvent faire l'objet de contrôles fiscaux et, le cas échéant, de demandes de rectification de la part des administrations locales. Ces demandes de rectification, ainsi que les positions fiscales incertaines identifiées non encore redressées, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères des normes IAS 37 Provisions et IAS 12 Impôts.

20. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ^{(1) (2)}
Engagements d'achat de titres de minoritaires	6 008	5 889	6 035
Instruments dérivés (voir Note 22)	16	32	51
Participation du personnel aux résultats	88	82	85
Autres dettes	339	272	230
TOTAL	6 451	6 275	6 401

Moët Hennessy SNC et Moët Hennessy International SAS (« Moët Hennessy ») détiennent les participations Vins et Spiritueux du groupe LVMH, à l'exception des participations dans Château d'Yquem, Château Cheval Blanc, Clos des Lambrays et à l'exception de certains vignobles champenois.

Sur les périodes présentées, les engagements d'achat de titres de minoritaires sont constitués, à titre principal, de l'engagement de LVMH vis-à-vis de Diageo plc pour la reprise de sa participation de 34 % dans Moët Hennessy, avec un préavis de six mois, pour un montant égal à 80 % de la juste valeur de Moët Hennessy à la date d'exercice de la promesse. Dans le calcul de l'engagement, la juste valeur est déterminée par référence aux multiples boursiers de sociétés comparables, appliqués aux données opérationnelles consolidées de Moët Hennessy.

Les engagements d'achat de titres de minoritaires incluent en outre l'engagement relatif aux minoritaires de Loro Piana (20 %, voir Note 2), d'Ile de Beauté (35 %), de Heng Long (35 %) ainsi que de filiales de distribution dans différents pays, principalement au Moyen-Orient.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

21. AUTRES PASSIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014 ⁽¹⁾	31 déc. 2013 ⁽¹⁾⁽²⁾
Instruments dérivés (voir Note 22)	274	117	76
Personnel et organismes sociaux	1 174	970	1 067
Participation du personnel aux résultats	75	49	84
Etats et collectivités locales : impôts et taxes, hors impôt sur les résultats	476	316	417
Clients : avances et acomptes versés	202	188	169
Différé de règlement d'immobilisations corporelles ou financières	458	341	424
Produits constatés d'avance	190	166	156
Autres dettes	813	620	789
TOTAL	3 662	2 767	3 182

La valeur actuelle des autres passifs courants n'est pas différente de leur valeur comptable.

22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHE

22.1. Organisation de la gestion des risques de change, de taux et des marchés actions

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont principalement pour objet la couverture des risques liés à son activité et à son patrimoine.

La gestion des risques de change, de taux et les transactions sur actions et instruments financiers sont effectuées de façon centralisée au niveau de chaque palier.

Le Groupe a mis en place une politique, des règles et des procédures strictes pour gérer, mesurer et contrôler ces risques de marché.

L'organisation de ces activités repose sur la séparation des fonctions de mise en œuvre des opérations (front office), de gestion administrative (back office) et de contrôle financier.

Cette organisation s'appuie sur des systèmes d'information qui permettent un contrôle rapide des opérations.

Les décisions de couverture sont prises selon un processus clairement établi qui comprend des présentations régulières aux organes de direction concernés, et font l'objet d'une documentation détaillée.

Les contreparties sont retenues notamment en fonction de leur notation et selon une approche de diversification des risques.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétroactivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

⁽²⁾ Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

22.2. Synthèse des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan dans les rubriques et pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 déc. 2014	30 juin 2014	31 déc. 2013
Risque de taux d'intérêt				
Actifs : non courants		61	41	67
courants		42	32	69
Passifs : non courants		(3)	(1)	(9)
courants		(6)	(8)	(9)
	<i>22.3</i>	94	64	118
Risque de change				
Actifs : non courants		14	10	1
courants		217	180	389
Passifs : non courants		(13)	(31)	(42)
courants		(268)	(109)	(60)
	<i>22.4</i>	(50)	50	288
Autres risques				
Actifs : non courants		-	-	-
courants		45	39	37
Passifs : non courants		-	-	-
courants		-	-	(7)
Total		45	39	30
Actifs : non courants	<i>9</i>	75	51	68
courants	<i>12</i>	304	251	495
Passifs : non courants	<i>20</i>	(16)	(32)	(51)
courants	<i>21</i>	(274)	(117)	(76)
		89	153	436

22.3. Instruments dérivés liés à la gestion du risque de taux d'intérêt

L'objectif de la politique de gestion menée est d'adapter le profil de la dette au profil des actifs, de contenir les frais financiers, et de prémunir le résultat contre une variation sensible des taux d'intérêt.

Dans ce cadre, le Groupe utilise des instruments dérivés de taux à nature ferme (swaps) ou conditionnelle (options).

Les instruments dérivés liés à la gestion du risque de taux en vie au 31 décembre 2014 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Montants nominaux par échéance				Valeur de marché ^(a)		
	A un an	D'un à cinq ans	Au-delà	Total	Couverture de juste valeur	Non affectés	Total
Swaps de taux en euros : payeur de taux variable	750	400	650	1 800	80	-	80
Swaps de devises	72	2 773	-	2 845	14	-	14
Autres dérivés de taux	-	500	-	500	-	-	-
TOTAL					94	-	94

^(a) Gain / (Perte).

22.4. Instruments dérivés liés à la gestion du risque de change

Une part importante des ventes faites par les sociétés du Groupe, à leurs clients ou à leurs propres filiales de distribution, ainsi que certains de leurs achats, sont effectués en devises différentes de leur monnaie fonctionnelle ; ces flux en devises sont constitués principalement de flux intra-groupe. Les instruments de couverture utilisés ont pour objet de réduire les risques de change issus des variations de parité de ces devises par rapport à la monnaie fonctionnelle des sociétés exportatrices ou importatrices, et sont affectés soit aux créances ou dettes commerciales de l'exercice (couverture de juste valeur), soit aux transactions prévisionnelles des exercices suivants (couverture des flux de trésorerie futurs).

Les flux futurs de devises font l'objet de prévisions détaillées dans le cadre du processus budgétaire, et sont couverts progressivement, dans la limite d'un horizon qui n'excède un an que dans les cas où les probabilités de réalisation le justifient. Dans ce cadre, et selon les évolutions de marché, les risques de change identifiés sont couverts par des contrats à terme ou des instruments de nature optionnelle.

En outre, le Groupe peut couvrir les situations nettes de ses filiales situées hors zone euro, par des instruments appropriés ayant pour objet de limiter l'effet sur ses capitaux propres consolidés des variations de parité des devises concernées contre l'euro.

Les instruments dérivés liés à la gestion du risque de change en vie au 31 décembre 2014 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Montants nominaux par période d'affectation				Valeur de marché ^(a)				
	2014	2015	Au-delà	Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie futurs	Couverture d'actifs nets en devises	Non affectés	TOTAL
Options achetées									
Put USD	325	1 335	-	1 660	-	2	-	-	2
Put JPY	30	13	-	43	1	-	-	-	1
Put GBP	2	12	-	14	-	-	-	-	-
Autres	6	-	-	6	1	-	-	1	2
	363	1 360	-	1 723	2	2	-	1	5
Tunnels									
Vendeur USD	17	2 781	357	3 155	-	(40)	-	-	(40)
Vendeur JPY	14	609	-	623	-	34	-	-	34
Vendeur autres	25	226	-	251	-	-	-	-	-
	56	3 616	357	4 029	-	(6)	-	-	(6)
Contrats à terme ^(b)									
USD	175	(32)	-	143	(2)	4	-	-	2
CHF	68	309	-	377	-	2	-	-	2
GBP	9	28	-	37	-	(1)	-	-	(1)
Autres	32	(16)	-	16	7	2	-	1	10
	284	289	-	573	5	7	-	1	13
Swaps cambistes ^(b)									
USD	3 346	(63)	-	3 283	(67)	-	(41)	24	(84)
CHF	402	-	-	402	-	-	(7)	-	(7)
GBP	174	(5)	-	169	(1)	-	-	10	9
JPY	297	-	-	297	2	-	(1)	-	1
HKD	73	-	-	73	33	-	(38)	-	(5)
Autres	217	(19)	43	241	10	-	-	14	24
	4 509	(87)	43	4 465	(25)	-	(87)	48	(62)
TOTAL					(16)	3	(87)	50	(50)

^(a) Gain / (Perte).

^(b) Vente / (Achat).

22.5. Instruments financiers liés à la gestion des autres risques

La politique d'investissement et de placement du Groupe s'inscrit dans la durée. Occasionnellement, le Groupe peut investir dans des instruments financiers à composante action ayant pour objectif de dynamiser la gestion de son portefeuille de placements.

Le Groupe est exposé aux risques de variation de cours des actions soit directement, en raison de la détention de participations ou de placements financiers, soit indirectement du fait de la détention de fonds eux-mêmes investis partiellement en actions.

Le Groupe peut utiliser des instruments dérivés sur actions ayant pour objet de construire synthétiquement une exposition économique à des actifs particuliers, ou de couvrir les plans de rémunérations liées au cours de l'action LVMH. La valeur comptable retenue pour ces instruments, qui ne font pas l'objet d'une cotation, correspond à l'estimation, fournie par la contrepartie, de la valorisation à la date de clôture. La valorisation des instruments tient compte de paramètres de marché tels les taux d'intérêts et le cours de bourse. Au 31 décembre 2014, les instruments dérivés liés à la gestion du risque actions ayant un impact sur le résultat net du Groupe ont une valeur de marché positive de 44 millions d'euros. D'un montant nominal de 20 millions d'euros, ces instruments financiers auraient, en cas de variation uniforme de 1 % des cours de leurs sous-jacents au 31 décembre 2014, un effet net sur le résultat du Groupe inférieur à 0,4 million d'euros. Ces instruments sont à échéance 2015.

Le Groupe, essentiellement à travers son activité Montres et Joaillerie, peut être exposé à la variation du prix de certains métaux précieux, notamment l'or. Dans certains cas, afin de sécuriser le coût de production, des couvertures peuvent être mises en place, soit en négociant le prix de livraisons prévisionnelles d'alliages avec des affineurs, ou le prix de produits semi-finis avec des producteurs, soit en direct par l'achat de couvertures auprès de banques de première catégorie. Dans ce dernier cas, ces couvertures consistent à acheter de l'or auprès de banques ou à contracter des instruments fermes ou optionnels avec livraison physique de l'or. Les instruments dérivés liés à la couverture du prix des métaux précieux en vie au 31 décembre 2014 ont une valeur de marché positive de 1,1 million d'euros. D'un montant nominal de 51 millions d'euros, ces instruments financiers auraient, en cas de variation uniforme de 1 % des cours de leurs sous-jacents au 31 décembre 2014, un effet net sur les réserves consolidées du Groupe inférieur à 0,5 million d'euros. Ces instruments sont à échéances 2015 et 2016.

23. INFORMATION SECTORIELLE

Les marques et enseignes du Groupe sont organisées en sept groupes d'activités. Cinq groupes d'activités : Christian Dior Couture, Vins et Spiritueux, Mode et Maroquinerie, Parfums et Cosmétiques, Montres et Joaillerie, regroupent les marques de produits de même nature, ayant des modes de production et de distribution similaires ainsi qu'une équipe de direction spécifique. Le groupe d'activités Distribution sélective regroupe les activités de distribution sous enseigne. Le groupe Autres et Holdings réunit les marques et activités ne relevant pas des groupes précités, le plus souvent les activités nouvelles pour le Groupe ainsi que l'activité des sociétés holdings ou immobilières.

23.1. Informations par groupe d'activités

31 décembre 2014 (6 mois)

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations et non affecté ^(a)	TOTAL
Ventes hors Groupe	851	2 280	5 784	1 786	1 480	5 134	158	-	17 473
Ventes intra-groupe	3	16	14	291	36	18	18	(396)	-
TOTAL DES VENTES	854	2 296	5 798	2 077	1 516	5 152	176	(396)	17 473
Résultat opérationnel courant	120	686	1 702	211	176	484	(115)	(17)	3 247
Autres produits et charges opérationnels	-	(28)	(90)	(15)	1	(71)	(33)	-	(236)
Charges d'amortissement	(55)	(64)	(312)	(83)	(90)	(160)	(16)	-	(778)
Charges de dépréciation	-	(21)	(47)	(9)	(1)	(82)	(30)	-	(190)
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition ^(b)	137	5 789	7 313	1 902	5 646	3 161	1 232	-	25 180
Immobilisations corporelles	622	2 339	2 165	477	425	1 415	3 595	-	11 038
Stocks	279	4 567	1 561	398	1 240	1 668	239	(195)	9 757
Autres actifs opérationnels	210	1 340	781	659	632	668	601	7 306 ^(c)	12 197
TOTAL ACTIF	1 248	14 055	11 820	3 436	7 943	6 912	5 667	7 111	58 172
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	24 662	24 662
Passifs	368	1 461	2 265	1 310	741	2 053	956	24 356 ^(d)	33 510
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	368	1 461	2 265	1 310	741	2 053	956	49 018	58 172
Investissements d'exploitation ^(e)	(88)	(102)	(311)	(129)	(98)	(212)	(74)	-	(1 014)

30 juin 2014 (12 mois)

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joannerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations et non affecté ^(a)	TOTAL
Ventes hors Groupe	1 499	4 028	10 160	3 238	2 625	9 055	262	-	30 867
Ventes intra-groupe	2	27	42	514	63	32	51	(731)	-
TOTAL DES VENTES ⁽¹⁾	1 501	4 055	10 202	3 752	2 688	9 087	313	(731)	30 867
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	192	1 289	3 129	418	319	894	(181)	(9)	6 051
Autres produits et charges opérationnels ⁽¹⁾	(10)	(12)	(66)	(5)	(13)	(5)	(42)	-	(155)
Charges d'amortissement ⁽¹⁾	90	116	466	136	159	285	40	-	1 292
Charges de dépréciation ⁽¹⁾	15	-	70	-	-	8	10	-	101
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition ^{(b) (1)}	139	5 906	7 342	1 786	5 634	3 010	1 172	-	24 989
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	554	2 286	2 047	421	403	1 294	3 496	-	10 501
Stocks ⁽¹⁾	270	4 508	1 539	407	1 271	1 572	203	(177)	9 593
Autres actifs opérationnels ⁽¹⁾	185	1 103	654	564	639	575	740	11 516 ^(c)	15 976
TOTAL ACTIF	1 148	13 803	11 582	3 178	7 947	6 451	5 611	11 339	61 059
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	30 337	30 337
Passifs ⁽¹⁾	350	1 059	2 072	1 082	780	1 603	643	23 133 ^(d)	30 722
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	350	1 059	2 072	1 082	780	1 603	643	53 470	61 059
Investissements d'exploitation ^{(e) (1)}	(260)	(158)	(600)	(232)	(185)	(388)	(132)	-	(1 955)

31 décembre 2013 (6 mois)

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joannerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations et non affecté ^(a)	TOTAL
Ventes hors Groupe	756	2 363	5 149	1 659	1 391	4 690	117	-	16 125
Ventes intra-groupe	-	15	23	254	31	15	28	(366)	-
TOTAL DES VENTES ⁽¹⁾	756	2 378	5 172	1 913	1 422	4 705	145	(366)	16 125
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	108	828	1 642	214	212	496	(114)	13	3 399
Autres produits et charges opérationnels ⁽¹⁾	-	(6)	(46)	(6)	(9)	(1)	(22)	-	(90)
Charges d'amortissement ⁽¹⁾	43	57	237	70	76	139	20	-	642
Charges de dépréciation ⁽¹⁾	-	-	46	1	-	5	4	-	56
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition ^{(b) (1) (2)}	123	5 977	7 284	1 787	5 583	2 989	1 241	-	24 984
Immobilisations corporelles ^{(1) (2)}	528	2 182	2 031	404	390	1 313	3 330	-	10 178
Stocks ^{(1) (2)}	230	4 242	1 371	356	1 079	1 438	159	(154)	8 721
Autres actifs opérationnels ^{(1) (2)}	183	1 384	738	590	650	552	661	11 998 ^(c)	16 756
TOTAL ACTIF	1 064	13 785	11 424	3 137	7 702	6 292	5 391	11 844	60 639
Capitaux propres ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	29 409	29 409
Passifs ^{(1) (2)}	312	1 296	2 128	1 130	713	1 814	735	23 102 ^(d)	31 230
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	312	1 296	2 128	1 130	713	1 814	735	52 511	60 639
Investissements d'exploitation ^{(e) (1)}	(162)	(108)	(326)	(140)	(90)	(211)	30	-	(1 007)

(a) Les éliminations portent sur les ventes entre groupes d'activités ; il s'agit le plus souvent de ventes des groupes d'activités hors Distribution sélective à ce dernier. Les prix de cession entre les différents groupes d'activités correspondent aux prix habituellement utilisés pour des ventes à des grossistes ou à des détaillants hors Groupe.

(b) Les immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition sont constitués des montants nets figurant en Notes 3 et 4.

(c) Les actifs non affectés incluent les investissements et placements financiers, les autres actifs à caractère financier et les créances d'impôt sur les sociétés. Au 30 juin 2014, ils incluaient notamment la participation de 23,2 % dans Hermès International soit 6 595 millions d'euros (6 437 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les titres Hermès ont fait l'objet de distributions exceptionnelles le 17 décembre 2014), voir Note 8.

(d) Les passifs non affectés incluent les dettes financières et la dette d'impôt courant et différé.

(e) Augmentation / (Diminution) de la trésorerie.

(1) Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

(2) Le bilan au 31 décembre 2013 a été retraité des effets de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Loro Piana. Voir Note 2.

23.2. Informations par zone géographique

La répartition des ventes par zone géographique de destination est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
France	1 896	3 338	1 798
Europe (hors France)	3 488	5 909	3 215
Etats-Unis	4 187	6 869	3 626
Japon	1 119	2 141	1 079
Asie (hors Japon)	4 761	9 227	4 670
Autres pays	2 022	3 383	1 737
VENTES	17 473	30 867	16 125

La répartition des investissements d'exploitation par zone géographique se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
France	307	713	336
Europe (hors France)	188	426	243
Etats-Unis	169	245	141
Japon	39	24	3
Asie (hors Japon)	238	437	220
Autres pays	73	108	64
INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION	1 014	1 953	1 007

Il n'est pas présenté de répartition des actifs sectoriels par zone géographique dans la mesure où une part significative de ces actifs est constituée de marques et écarts d'acquisition, qui doivent être analysés sur la base du chiffre d'affaires que ceux-ci réalisent par région, et non en fonction de la région de leur détention juridique.

23.3. Informations trimestrielles

La répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre au cours du semestre est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maro- quinerie	Parfums et Cosmé- tiques	Montres et Joaillerie	Distri- bution sélective	Autres et Holdings	Elimi- nations	TOTAL
Premier trimestre (juil.-sept 2014)	417	948	2 647	961	706	2 234	74	(188)	7 799
Deuxième trimestre (oct.-déc. 2014)	437	1 348	3 151	1 116	810	2 918	102	(208)	9 674
TOTAL PREMIER SEMESTRE 2014/2015	854	2 296	5 798	2 077	1 516	5 152	176	(396)	17 473
Premier trimestre (juil.-sept 2013)	368	1 032	2 428	879	655	2 093	67	(170)	7 352
Deuxième trimestre (oct.-déc. 2013)	388	1 346	2 744	1 034	767	2 612	78	(196)	8 773
TOTAL PREMIER SEMESTRE 2013/2014	756	2 378	5 172	1 913	1 422	4 705	145	(366)	16 125
Troisième trimestre (jan.-mars 2014)	356	888	2 639	941	607	2 222	84	(181)	7 556
Quatrième trimestre (avril - juin 2014)	389	789	2 391	898	659	2 160	84	(184)	7 186
TOTAL DEUXIEME SEMESTRE 2013/2014	745	1 677	5 030	1 839	1 266	4 382	168	(365)	14 742
TOTAL EXERCICE 2013/2014	1 501	4 055	10 202	3 752	2 688	9 087	313	(731)	30 867

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

24. CHARGES PAR NATURE

Le résultat opérationnel courant inclut notamment les charges suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Frais de publicité et de promotion	1 981	3 580	1 844
Loyers commerciaux	1 546	2 762	1 360
Charges de personnel	3 023	5 554	2 670
Dépenses de recherche et développement	42	72	35

25. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Résultat de cessions	1	2	2
Réorganisations	(38)	(19)	(13)
Frais liés aux acquisitions de sociétés consolidées	-	(29)	(21)
Dépréciation ou amortissement des marques, enseignes, écarts d'acquisition et autres actifs immobilisés	(205)	(106)	(56)
Autres, nets	6	(1)	(2)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(236)	(153)	(90)

Les dépréciations ou amortissements enregistrés au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2014 portent essentiellement sur des marques et écarts d'acquisition.

26. RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Coût de la dette financière brute	(101)	(196)	(101)
Produits de la trésorerie et des placements financiers	15	33	19
Effets des réévaluations de la dette financière et instruments de taux	(5)	15	11
Coût de la dette financière nette	(91)	(148)	(71)
Dividendes reçus au titre des investissements financiers	-	79	5
Part inefficace des dérivés de change	(173)	(144)	(77)
Résultat relatif aux investissements, placements et autres instruments financiers	3 256	16	9
Autres, nets	(23)	(34)	(18)
Autres produits et charges financiers	3 060	(83)	(81)
RESULTAT FINANCIER	2 969	(231)	(152)

En 2014, le résultat relatif aux investissements, placements et autres instruments financiers correspond principalement à la plus-value avant impôts de 3 189 millions d'euros comptabilisée suite aux distributions exceptionnelles en nature d'actions Hermès. Voir Note 8.

Au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013, le résultat relatif aux investissements, placements et autres instruments financiers provenait de l'évolution des marchés ainsi que des charges de dépréciation d'investissements et de placements financiers.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

27. IMPOTS SUR LES RESULTATS

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Impôt courant de la période	(1 691)	(2 039)	(1 148)
Impôt courant relatif aux périodes antérieures	30	18	18
Impôt courant	(1 661)	(2 021)	(1 130)
Variation des impôts différés	85	218	127
Effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés	(19)	28	7
Impôts différés	66	246	134
CHARGE TOTALE D'IMPOT AU COMPTE DE RESULTAT	(1 595)	(1 775)	(996)
IMPOTS SUR ELEMENTS COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES	352	(145)	(198)

En 2014, la charge d'impôt courant inclut, pour 568 millions d'euros, l'impôt relatif à la distribution des actions Hermès sous la forme de distributions exceptionnelles de dividende en nature et d'acompte sur dividende en nature. Voir Note 8.

Le taux d'imposition effectif s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 ⁽¹⁾ (12 mois)	31 déc. 2013 ⁽¹⁾ (6 mois)
Résultat avant impôt	5 980	5 667	3 157
Charge totale d'impôt	(1 595)	(1 775)	(996)
TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF	26,7%	31,9%	31,5%

28. RESULTATS PAR ACTION

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2014 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 déc. 2013 (6 mois)
Résultat net, part du Groupe	1 704	1 425	794
Impact des instruments dilutifs sur les filiales	(8)	(6)	(2)
RESULTAT NET, PART DU GROUPE DILUE	1 696	1 419	792
Nombre moyen d'actions en circulation sur la période	181 727 048	181 727 048	181 727 048
Nombre moyen d'actions Christian Dior auto-détenues sur la période	(2 982 945)	(2 964 840)	(3 130 028)
Nombre moyen d'actions pris en compte pour le calcul avant dilution	178 744 103	178 762 208	178 597 020
RESULTAT NET, PART DU GROUPE PAR ACTION	9,53	7,97	4,45
Nombre moyen d'actions en circulation pris en compte ci-dessus	178 744 103	178 762 208	178 597 020
Effets de dilution des plans d'options	860 046	832 028	1 066 759
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS EN CIRCULATION APRES EFFETS DILUTIFS	179 604 149	179 594 236	179 663 779
RESULTAT NET, PART DU GROUPE PAR ACTION APRES DILUTION	9,44	7,90	4,41

L'effet sur le résultat net, part du Groupe, des distributions en nature d'actions Hermès (voir Note 8) est de 1 085 millions d'euros, soit 6,07 euros par action (6,01 euros après dilution).

Aucun événement de nature à modifier significativement le nombre d'actions en circulation ou le nombre d'actions potentielles n'est intervenu entre le 31 décembre et la date d'arrêté des comptes.

⁽¹⁾ Les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 ont été retraités des effets de l'application d'IFRS 11 Partenariats rétrospectivement au 1^{er} juillet 2013. Voir Note 1.2.

29. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au cours du semestre, les engagements hors bilan du Groupe se sont accrus essentiellement en raison des engagements donnés au titre des achats de raisins et vins ainsi que des locations simples et concessions, qui ont progressé d'environ 0,5 milliard d'euros.

30. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Dans le cadre de la gestion de ses activités courantes, le Groupe est partie à diverses procédures concernant le droit des marques, la protection des droits de propriété intellectuelle, la protection des réseaux de distribution sélective, les contrats de licence, les relations avec ses salariés, le contrôle des déclarations fiscales et toutes autres matières inhérentes à ses activités. Le Groupe estime que les provisions constituées au bilan, au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connus ou en cours à la date de clôture, sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable.

Depuis 2006, plusieurs procédures contentieuses opposaient des filiales de LVMH à eBay pour atteinte à leurs réseaux de distribution sélective et commercialisation de produits de contrefaçon. Après que plusieurs décisions ont confirmé que l'activité d'eBay relève du courtage et non du seul hébergement, LVMH et eBay ont annoncé en juillet 2014 avoir mis fin aux procédures en cours et conclu un accord de coopération afin de protéger les droits de propriété intellectuelle et de combattre la vente de contrefaçons en ligne.

Le 2 septembre 2014, les sociétés LVMH Moët Hennessy - Louis Vuitton (« LVMH ») et Hermès International (« Hermès ») ont conclu, sous l'égide du Président du Tribunal de commerce de Paris, un protocole transactionnel visant à mettre un terme définitif aux procédures contentieuses auxquelles avait donné lieu la prise de participation de LVMH dans le capital d'Hermès et à rétablir entre elles un climat de relations positives. Conformément aux termes de ce protocole, (i) en décembre 2014, LVMH a distribué à ses actionnaires la totalité des actions Hermès détenues par le groupe LVMH, et la société Christian Dior, qui détenait à cette date 40,9 % du capital de LVMH par l'intermédiaire de la société Financière Jean Goujon, a distribué les actions Hermès reçues de LVMH (indirectement, via Financière Jean Goujon) à ses propres actionnaires et (ii) LVMH et Hermès se sont désistées de toutes instances et actions engagées l'une envers l'autre. Voir Note 8 concernant les effets de cette transaction sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2014.

Le projet architectural portant sur la restructuration et la reconstruction des anciens magasins 2 (îlot Seine) et 4 (îlot Rivoli) de la Samaritaine a été autorisé par deux permis de construire distincts délivrés par le Maire de Paris le 17 décembre 2012, qui ont tous deux fait l'objet de recours en annulation devant le Tribunal administratif de Paris. Le 11 avril 2014, le Tribunal administratif de Paris a rejeté le recours en annulation dirigé contre le permis de construire autorisant la restructuration de l'ancien magasin 2, bâtiment inscrit au titre des Monuments Historiques (îlot Seine). Le 13 mai 2014, le Tribunal administratif de Paris a annulé l'arrêté de permis de construire autorisant la démolition partielle de l'ancien magasin 4 et la reconstruction d'un bâtiment contemporain conçu par l'agence d'architecture SANAA (îlot Rivoli). La société Grands Magasins de la Samaritaine et la Ville de Paris ont fait appel et demandé le sursis à exécution de ce jugement. Le 16 octobre 2014, la Cour administrative d'appel de Paris a ordonné sursis à exécution de ce jugement jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la requête de fond. Le 5 janvier 2015, sur le fond, la Cour administrative d'appel de Paris a rejeté la requête et condamné La Samaritaine à payer 1 500 euros au titre de l'article 761-1 du code de justice administrative. La société Grands Magasins de la Samaritaine et la Ville de Paris ont formé un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat.

Il n'existe pas de procédure administrative, judiciaire et d'arbitrage dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2014 et la date d'arrêtés des comptes par le Conseil d'administration, le 12 février 2015.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014

<p>MAZARS Tour Exaltis 61, rue Henri-Regnault 92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1 S.A. au capital de 8.320.000 euros</p> <p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles</p>	<p>ERNST & YOUNG et Autres 1/2, place des Saisons 92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1 S.A.S. à capital variable</p> <p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles</p>
--	---

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Christian Dior, relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1.2 de l'annexe qui expose le changement de présentation du résultat des sociétés mises en équivalence, désormais présenté au sein du résultat opérationnel courant ;
- la note 1.3 de l'annexe qui expose le changement de présentation au sein du tableau de variation de trésorerie des dividendes reçus, désormais présentés en fonction de la nature des participations concernées, et de l'impôt payé, désormais présenté en fonction de la nature des transactions dont il est issu.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 11 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

MAZARS
Denis Grison

ERNST & YOUNG et Autres
Jeanne Boillet Benoit Schumacher

Déclaration du Responsable du Rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 12 mars 2015

Par délégation du Directeur général

Florian Ollivier
Directeur financier

